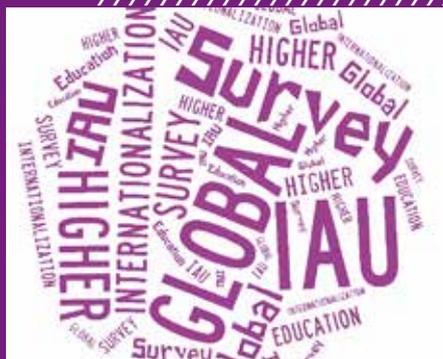


Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques communes.

L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la **création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



DOSSIER THÉMATIQUE :

Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique (IDEA)

ACTIVITÉS

Réunion du Conseil d'Administration de l'AIU à Salford en avril
Rapport sur la Réunion mondiale des Associations (GMA-V)
L'AIU lance un projet sur l'internationalisation, l'équité et l'accès en Roumaine
Prenez part à la 4^e enquête mondiale AIU sur l'internationalisation

À VOS AGENDAS

Conférence internationale 2014 de l'AIU – *Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable*, Universidad Científica del Peru, Iquitos, Pérou, 19-21 mars 2014

IDEA

SOMMAIRE

2 DATES IMPORTANTES DE L'AIU

- 5 Rapport sur la réunion du Conseil d'Administration (CA)
- 5 Autour du monde avec les Membres du CA
- 8 Rapport sur la réunion mondiale des Associations 2013 (GMA-V)

9 RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

15 COOPÉRATION ET RÉSEAUTAGE

16 NOUVELLES DES MEMBRES DE L'AIU

18 DOSSIER THÉMATIQUE : APPROCHES INNOVANTES EN MATIÈRE DE FORMATION DOCTORALE EN AFRIQUE

- 18 Introduction, par Hilligje Van't Land, AIU
- 19 Renforcement des capacités : incluant des points de vue du Ghana, du Nigéria, du Botswana et du Cap Vert
- 23 Réforme et innovation institutionnelles / Mission et Vision : incluant des points de vue du Kenya, du Zimbabwe et du Sénégal
- 26 Encadrement des doctorants : incluant plusieurs points de vue de l'Afrique du Sud
- 28 Le rôle et les contributions des agences de financement et des Associations : les exemples de Sida, Suède et de l'EUA, Europe
- 31 Etudes et projets : présentation des travaux de l'ACUP, Espagne, de l'ACU, RU, et de l'Afrique du Sud
- 34 Bibliographie sélective en lien avec les programmes doctoraux

36 NOUVELLES PUBLICATIONS L'AIU

40 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Les opinions exprimées dans les articles de *AIU Horizons* sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



OFFRIR UNE FORMATION DOCTORALE EST DEvenu POUR CERTAINS UNE CONDITION SINE QUA NON D'UNE VRAIE UNIVERSITÉ, un indicateur clé d'un enseignement basé sur la recherche, et certainement un ingrédient essentiel de l'innovation. Ainsi, l'état et la qualité des programmes doctoraux, leur évolution et leur développement,

monopolisent beaucoup d'attention, notamment dans les établissements d'enseignement supérieur africains. La formation doctorale en Afrique est le thème de la section 'Dossier thématique' du présent numéro d'*AIU Horizons*. Les articles présentés, issus de différents pays d'Afrique subsaharienne, offrent un concentré des défis relevés avec plus ou moins de réussite, alors que les chefs d'établissement et les universitaires s'efforcent d'accroître à la fois la qualité et la quantité des titulaires de doctorat. Décrivant notamment l'absence de cadres politiques permettant de structurer la formation doctorale, le manque de moyens financiers pour soutenir leur développement, une pénurie très importante de maîtres de recherche qualifiés dans la plupart des pays, et plusieurs autres problèmes, les auteurs présentent également les initiatives et les projets qui offrent des solutions possibles. De nombreux auteurs sont issus d'universités ayant pris part au projet de l'AIU qui examine depuis un certain temps les façons dont la formation doctorale évolue et le type de modèles utilisés dans diverses universités africaines. Vous pouvez obtenir davantage d'informations sur ce projet sur le nouveau portail de l'AIU : www.idea-phd.net/.

Parmi ses autres thèmes habituels, le présent numéro du magazine de l'AIU comprend un tour d'horizon des nouvelles des Membres du Conseil d'Administration, qui se sont réunis à Salford, Royaume Uni, pour la première réunion du Conseil d'Administration depuis leur élection en novembre 2012. Comme indiqué dans les pages suivantes, plusieurs Groupes de travail et Comités ont été reconstitués lors de la réunion du Conseil en vue de piloter le travail de l'AIU sur différents thèmes au cours des prochains mois. Le Conseil d'Administration a également défini l'agenda de travail pour les mois à venir, confirmant son projet d'organiser la Conférence Internationale 2014 de l'AIU à Iquitos, Pérou, en mars 2014. Cette réunion du Conseil d'Administration a coïncidé avec la 5^{ème} édition biennale de la Réunion mondiale des Associations (GMA V) de l'AIU qui a invité les directeurs d'associations d'universités à examiner comment la diversité, en particulier la diversité institutionnelle, a influé sur leur travail. Les représentants des associations originaires de tous les continents ont indiqué que le concept de diversité pouvait avoir différents significations et pouvait être à la fois une source majeure de bénéfices pour le système d'enseignement supérieur et un obstacle empêchant d'offrir une voix solide et unie qui soutienne l'enseignement supérieur. A l'occasion de cette GMA, l'AIU a accepté avec plaisir une invitation de l'Association Africaine des Universités (AUA) en vue d'organiser la 6^{ème} GMA à Accra, Ghana, en collaboration avec l'AUA et l'Université du Ghana.

Diverses activités de l'AIU relatives aux domaines prioritaires de l'Association tels que la promotion de l'accès équitable et du succès dans l'enseignement supérieur ou le lancement de la 4^{ème} Enquête mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur sont également présentées brièvement. Les représentants institutionnels qui cherchent à s'impliquer dans le travail de l'AIU trouveront également des informations utiles dans les pages suivantes, notamment plusieurs appels à manifestation d'intérêt pour collaborer dans les projets de l'AIU. Et si vous ne trouvez pas l'information que vous cherchez, sachez que le site Internet de l'AIU est désormais complété par trois portails distincts et interactifs ciblés sur les projets relatifs à la formation doctorale comme indiqué ci-dessus, l'enseignement supérieur et le développement durable (www.iau-hesd.net) et l'enseignement supérieur et l'Education pour Tous (www.heefa.net), respectivement.

Eva Egron-Polak

APPELS DE L'AIU

➤ **Higher Education Policy (HEP) :** Numéro spécial sur la formation doctorale en Afrique

Les auteurs sont invités à proposer des articles sur les thèmes suivants : gestion, défis et opportunités, initiatives de réseautage, approches innovantes en matière d'éducation et de formation doctorales, encadrement en Afrique. Des articles de 700 mots maximum peuvent être adressés à h.vantland@iau-aiu.net. Sept articles seront retenus.

➤ **4^{ème} enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur**

L'enquête a été lancée en mai 2013. Un courriel d'invitation contenant un lien vers le questionnaire électronique (disponible en anglais, français et espagnol) a été envoyé au chef d'établissement et/ou au directeur des relations internationales de tous les établissements universitaires figurant dans la Base de données mondiale de l'AIU sur l'enseignement supérieur (2013). Veuillez vous assurer que votre établissement participe à l'enquête. Pour vérifier, veuillez contacter : r.hudson@iau-aiu.net.

➤ **Enseignement supérieur et Education pour Tous : Appel pour accueillir un atelier**

L'Association Internationale des Universités invite les Membres les établissements/organisations qui souhaiteraient organiser l'un des quatre ateliers collaboratifs de l'AIU en 2013 ou 2014 sur : *Une activité en trois étapes pour discuter des liens entre l'enseignement supérieur et l'EPT au niveau local* à se manifester. L'appel est disponible en ligne à : www.iau-aiu.net/content/he-efa-call-hosting-workshop

➤ **LEADHER:** the next LEADHER le prochain concours LEADHER sera lancé en décembre 2013 pour des projets prévus en 2014. Contact : e.boisfer@iau-aiu.net

➤ Tous les Membres institutionnels de l'AIU peuvent bénéficier du **Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)** à un prix spécial. Pour plus d'informations : www.iau-aiu.net/content/isas ou contact : r.hudson@iau-aiu.net



DATES IMPORTANTES

PROCHAINE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'AIU

➤ **19-21 Mars 2014 :**

CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2013 DE L'AIU SUR LE THÈME CONCILIER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LES SAVOIRS TRADITIONNELS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, Universidad Científica del Peru, Iquitos, Pérou



Retenez les dates et rejoignez-nous à Iquitos, au Pérou, en mars 2014. Pour

contribuer en substance au Rapport sur les activités entreprises dans les domaines liés au thème de la Conférence, merci de vous rendre sur le portail Enseignement supérieur et développement durable créé par l'AIU à : www.iau-hesd.net/fr. **Vous**

pouvez également nous contacter à : contact@iau-hesd.net

L'AIU ÉTABLIT DES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISATIONS SUIVANTES :

➤ **10-11 Juin 2013 :**

SÉMINAIRE AIU-DIT SUR L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR., Institute of Technology (DIT), Dublin, Irlande



L'AIU et le Dublin Institute of Technology (DIT) ont développé conjointement une étude sur l'impact de la crise économique mondiale sur l'enseignement supérieur. Un séminaire international sur invitation présentant et débattant des résultats de cette étude a eu lieu au DIT, à Dublin, en juin. Pour plus d'information, veuillez lire les premiers résultats ci-dessous ou contactez : iau@iau-aiu.net

PREMIERS RÉSULTATS DE L'ÉTUDE



par **Ellen Hazelkorn**,
Dublin Institute of
Technology, Irlande
(ellen.hazelkorn@dit.ie)



La crise économique mondiale (ci-après la crise) a un impact profond sur l'enseignement supérieur : les établissements d'enseignement supérieur (EES) subissent de plus en plus de pressions pour démontrer une plus grande pertinence et un meilleur rapport qualité/prix à l'égard des individus et de la société. La transition continue vers l'économie de la connaissance, l'augmentation de la demande en matière d'études supérieures et les coûts de l'enseignement supérieur ont lieu simultanément ; de nombreux gouvernements sont ainsi confrontés à des pressions financières, ce qui entraîne inévitablement des répercussions sur les budgets dédiés à l'enseignement supérieur.

Suite page 4

L'AIU ÉTABLIT DES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISATIONS SUIVANTES :

+ 11-13 Septembre 2013 :
PROGRAMME EXÉCUTIF AIU-EAIE, 25^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'EAIE, Istanbul, Turkey.



L'AIU et la European Association for International Education, EAIE, organisent conjointement un séminaire exécutif et un programme spécial destinés aux présidents d'universités/recteurs/Vice-chanceliers durant cette conférence annuelle. Prévu le mercredi 11 septembre, le séminaire exécutif portera sur le rôle et les capacités de l'enseignement supérieur dans ce qu'on appelle la 'soft diplomacy' et expliquera comment elle fait contrepoids à l'agenda de la compétitivité, lequel constitue depuis un certain temps un des moteurs de l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

La participation au programme exécutif, qui comprend le séminaire et toutes les sessions de l'EAIE, est sur invitation uniquement: elle se limite à 80 chefs d'établissements d'enseignement supérieur.

Pour plus d'informations, veuillez contacter: iau@iau-aiu.net

+ 7-10 Octobre 2013 :
CONGRÈS MONDIAL DE L'EAN SUR L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE, European Access Network (EAN), Montréal, QC, Canada .



L'AIU s'associe à l'**European Access Network** pour organiser ce Congrès. L'atelier sur l'accès et le succès fera également partie du programme général du Congrès. Plus d'informations à la page 10.

+ 16-18 Octobre 2013:
TROISIÈME CONFÉRENCE DES AMÉRIQUES SUR L'ÉDUCATION INTERNATIONALE (CAIE 2013), Monterrey, Mexique.

Pour la troisième fois, l'AIU a été invitée à travailler en partenariat avec les organisateurs de la Conférence des Amériques sur l'éducation internationale, prévue du 16 au 18 octobre 2013 à Monterrey, Mexique. La troisième édition de la CAIE a pour thème *Knowledge Mobility: Responsibility and Resources*. La Conférence est coordonnée par l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI) qui assumera le rôle du Secrétariat de la CAIE jusqu'en 2013 en collaboration avec plus de 20 organisations issues du Canada, des Etats-Unis et d'Amérique Latine. Elle est accueillie par l'Universidad Autonoma de Nuevo Leon et l'AMPEI, l'Association mexicaine pour l'éducation internationale. L'AIU a accepté une nouvelle fois de rejoindre le Comité consultatif de la Conférence et de participer à l'événement. La conférence examinera le rôle des différents acteurs dans le processus d'internationalisation et discutera de la meilleure manière de les mobiliser et de les impliquer dans le renforcement de la qualité de l'enseignement supérieur. Un grand nombre de sessions, d'ateliers et de sessions de réseautage est prévu. Pour plus d'informations et si vous souhaitez vous impliquer dans la conférence, veuillez consulter le nouveau site de la CAIE: www.caie-caei.org.



NOUVEAU SERVICE DE L'AIU

ACCORD DE PARTENARIAT GAJ/AIU

Global
Academy
Jobs.COM

L'AIU est heureuse d'annoncer la signature d'un nouveau partenariat avec **Global Academy Jobs (GAJ)** – www.globalacademyjobs.com, un service de recrutement académique qui permet à l'Association d'offrir un nouveau service de qualité à ses Membres institutionnels à jour de leurs cotisations. Global Academy Jobs offre des prix hautement préférentiels aux Membres de l'AIU qui souhaitent utiliser le tableau d'affichage pour y annoncer les postes ouverts au recrutement et autres services offerts sur le portail GAJ. La mission sociale de GAJ est de soutenir la recherche et la collaboration académiques dans le domaine des défis contemporains majeurs, grâce en partie à ce partenariat avec l'AIU.

Prenez part à cette initiative :

- 1. Inscrivez-vous :** vérifiez que votre université est bien inscrite auprès de GAJ. Contact: IAU@globalacademyjobs.com.
- 2. Publiez vos annonces en ligne :** téléchargez vos offres de postes sur GAJ dès à présent.
- 3. Faites connaître cette initiative :** GAJ contacte régulièrement le milieu académique pour faire part des possibilités de coopération et d'offre de développement des talents. Aidez-nous à renforcer cette initiative en diffusant cette annonce à travers vos réseaux (merci de copier GAJ en utilisant l'adresse suivante: talentdevelopment@globalacademyjobs.com)

Pour commencer, veuillez contacter IAU@globalacademyjobs.com et n'oubliez pas de préciser que vous êtes Membre de l'AIU.



Parallèlement, les EES luttent pour obtenir un meilleur rang aux niveaux national ou international car les classements mondiaux stimulent la concurrence, accordant une importance considérable à la qualité et à la performance. Le corps enseignant est également sous pression ; de plus grandes exigences en matière de productivité et de responsabilité remettent en question les pratiques de travail et les valeurs traditionnelles.

Nombre de ces défis étaient manifestes il y a des décennies mais la confluence des facteurs associés à la crise a intensifié leur impact. Il est aujourd’hui courant de dire que les EES doivent « faire plus avec moins » mais les changements en cours ne sont pas des modifications provisoires. A l’inverse, ces différentes évolutions présentent des déficits structurels profonds concernant le modèle d’enseignement supérieur de masse que nous connaissons généralement. Il existe néanmoins un manque de preuves tangibles sur ce qui se produit réellement dans le domaine de l’enseignement supérieur : sur le degré de changement et l’impact sur les priorités institutionnelles, la qualité et les programmes d’enseignement, le choix et la participation des étudiants, les ressources et le travail académique.

Une étude en cours réalisée par le Dublin Institute of Technology (DIT), en collaboration avec l’Association Internationale des Universités (AIU), vise à répondre à ce manquement lié à la connaissance des leaders, des décideurs politiques et des chercheurs. Utilisant les données sur 34 établissements dans 29 pays, l’étude porte sur cinq thèmes clés : mission, stratégie, financement, qualité et pratiques de travail. Les établissements ont ainsi répondu à une étude en ligne relative à ces questions entre août 2012 et mai 2013. Chaque région continentale est représentée au moins une fois bien que la majorité des établissements se situe en Europe (52,9%) ; 80% sont basés dans des zones métropolitaines avec des populations de plus de 50 000 habitants et existent depuis 1900, 38% étant établis depuis 1970. 50% des établissements interrogés déclarent s’appuyer sur la recherche ou se considèrent actifs dans le domaine de la recherche.

Les établissements participants se sont réunis autour d’une table ronde les 10 et 11 juin 2013 organisée par l’Irish Higher Education Authority (HEA) dans le but de partager leurs expériences, d’aborder certains des principaux problèmes et défis auxquels ils sont confrontés, d’examiner comment relever ces défis, et de partager les bonnes pratiques. Ces discussions seront présentées dans le rapport final.

Les résultats préliminaires montrent que la crise économique mondiale a touché tous les types d’EES, quelle que soit leur ancienneté, avec des degrés différents de gravité (voir Tableau 1). Près de 77% des établissements interrogés ont déclaré que la crise mondiale avait compliqué davantage la réalisation de leur mission et de leurs objectifs. 56% ont déclaré avoir été « plutôt » voire « très » touchés par la crise, eu égard aux revenus qu’ils perçoivent. Ceci concerne non

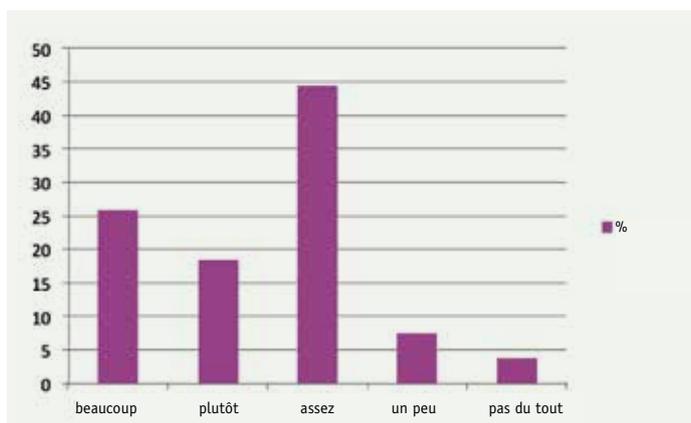


Figure 1. Comment la crise économique mondiale a-t-elle affecté l’enseignement supérieur dans votre pays ?

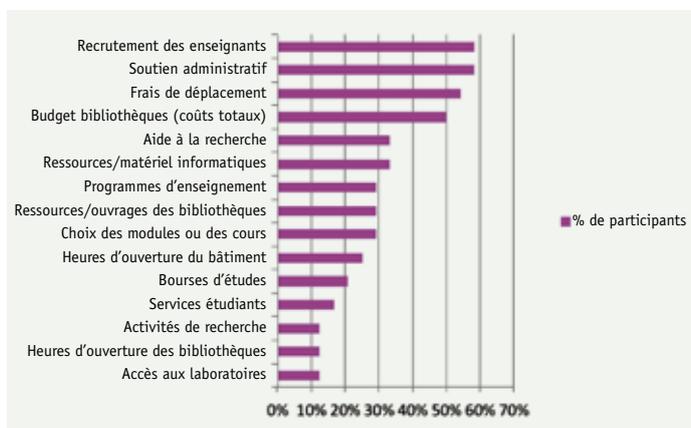


Figure 2. Coupes budgétaires ou restrictions sur les services introduites depuis 2008 (%)

seulement la totalité des revenus perçus mais également la proportion entre les différentes sources. Les EES prévoient que la part de financement reçue directement du gouvernement continuera de diminuer jusqu’en 2015 alors que la part des revenus institutionnels constitués par les bourses de recherche risque d’augmenter. Il est intéressant de constater que les établissements interrogés pensent que les frais d’inscription risquent de rester relativement stables.

En conséquence, les EES ont réduit leurs budgets dans les domaines suivants : soutien administratif, recrutement des enseignants, frais de déplacement (conférences et réunions) et bibliothèques (voir Tableau 2). Dans le but de trouver un modèle d’exploitation viable, les EES envisagent des évolutions profondes, notamment l’augmentation de la charge de travail académique ; l’augmentation des effectifs dans les classes ; réduire ou cesser le recrutement de personnel ; restructurer les départements institutionnels ; améliorer les pratiques d’acquisition ; et réduire les frais généraux.

Le rapport final sera disponible sur le site de l’AIU plus tard en 2013 ; une note à cet égard sera incluse dans une version ultérieure de cette lettre d’information. Si vous voulez en savoir plus sur cette étude, n’hésitez pas à contacter Ellen Hazelkorn (ellen.hazelkorn@dit.ie).



RAPPORT SUR LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

➔ LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU 2012-2016 SE RÉUNISSAIT À SALFORT

Le Conseil d'Administration de l'AIU, dont les Membres ont été élus lors de la 14^{ème} Conférence Générale de l'AIU organisée en novembre dernier à Porto Rico pour un mandat de quatre ans, se sont réunis pour la première fois à Manchester, Royaume Uni, juste avant la 5^{ème} Réunion mondiale des Associations de l'AIU. Cette réunion a donné l'opportunité aux Membres du Conseil de dresser un bilan de l'ensemble complexe des problématiques, des projets et des initiatives récemment développés par l'AIU, et d'élaborer une stratégie pour les futures activités inscrites à l'ordre du jour de l'Association. Entre autres tâches, le Conseil d'Administration a examiné les budgets et le programme d'activités de l'AIU, et a finalisé la composition des différents groupes de travail dans lesquels chaque Membre du Conseil s'est proposé de siéger en vue d'y apporter sa contribution active. Les détails des Membres de chacun des Groupes de travail, et la nouvelle formulation des Termes de référence, sont désormais disponibles sur le site de l'AIU.

Les réunions du Conseil d'Administration de l'AIU ont également donné l'opportunité aux Membres du Conseil de partager leurs points de vue sur les principaux défis auxquels leurs établissements, pays et régions sont actuellement confrontés. Leurs observations sont résumées ci-après, et sont présentées par région et par ordre alphabétique :

AFRIQUE

Professeur Ambali, Vice-Chancelier (VC), University of Ilorin, Nigéria, a indiqué qu'en raison de l'afflux considérable d'étudiants qualifiés dans les universités, le gouvernement a décidé d'approuver la création de 11 nouveaux établissements d'enseignement supérieur, dont deux établissements privés. Au total, le Nigéria compte aujourd'hui 128 établissements d'enseignement supérieur. Par ailleurs, le Nigéria a mis en

place des procédures d'examen d'entrée et des mécanismes d'assurance qualité qui visent à évaluer à la fois les programmes et les établissements dans leur ensemble. Une récente réunion du Vice-chancelier dans le pays a porté sur les processus d'harmonisation visant à accroître la qualité de l'enseignement et de la recherche au niveau national.

Sharon Siverts, VC, National University of Lesotho (NUL), Lesotho, a indiqué que la NUL est actuellement en phase de restructuration en vue d'améliorer l'efficacité et améliorer ses différents types de programmes afin de mieux servir le pays dans son développement économique. Le pays a récemment établi un Conseil de l'enseignement supérieur responsable de l'assurance qualité de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur. Elle a également indiqué que les étudiants du Lesotho reçoivent des bourses complètes pour leurs études, couvrant les frais d'inscription, l'hébergement, la nourriture et les livres, et que ceci n'est pas viable sur le long terme; le gouvernement examine actuellement la situation afin d'adopter un modèle de financement basé sur les besoins des étudiants. Les établissements du Lesotho sont confrontés à une réduction de leurs budgets en raison de la situation économique du pays. Ceci présente de nombreux défis pour garantir une formation de qualité.

AMÉRIQUES

Manual Fernos, Vice-Président (VP), Inter-American University of Puerto Rico, Etats-Unis a indiqué que depuis le changement de gouvernement en novembre, l'accès au dispositif Pell Grants, dispositif du gouvernement fédéral qui octroie des fonds aux étudiants pour leur permettre de payer leurs études universitaires, a été révisé. Ceci s'est traduit par une baisse significative du nombre d'étudiants. Il a ajouté que Porto Rico souffrait également de changements démographiques préjudiciables. Ceci, combiné à la baisse des taux de natalité et aux effets de la fuite des cerveaux, résultat de la situation difficile du chômage sur l'île, a eu des impacts négatifs sur l'ES.

Stephen Freedman, Vice-recteur principal, Fordham University, Etats-Unis, a indiqué que l'accessibilité financière, l'employabilité et les partenariats industrie-université sont devenus aujourd'hui des sujets clés de discussion aux Etats-Unis. Il a par ailleurs mentionné que les programmes d'enseignement de masse ouverts et en ligne (MOOC) occupaient

une place centrale dans l'évolution de l'enseignement et de la recherche aux Etats-Unis.

Juan Tobias, *Recteur, University of Salvador, Argentine* a dressé un bilan positif de l'enseignement supérieur en Argentine aujourd'hui, indiquant une hausse des fonds dédiés à la recherche et du financement institutionnel global. Il a indiqué qu'une grande partie du financement dédié à la recherche est allouée dans le domaine de l'innovation.

ASIE & PACIFIQUE

Anna Ciccarelli, *Vice-chancelière suppléante et Vice-présidente, University of Queensland, Australie*, a indiqué que l'enseignement supérieur australien, qui a encore dû faire face à des coupes budgétaires considérables, subit actuellement des pressions importantes de l'extérieur et de l'intérieur. Le système australien doit devenir plus internationalisé alors que le coût de la vie est élevé en Australie et que peu de fonds sont mis à disposition des étudiants internationaux qui souhaitent s'inscrire dans des universités australiennes.

Pornchai Mongkhongvanit, *Président, Siam University, Thaïlande*, a remis en cause le développement actuel des agences et des mécanismes d'assurance qualité en Thaïlande, et s'est interrogé sur l'impact bureaucratique que ceci a eu sur le système d'enseignement supérieur du pays.

Walid Moussa, *Président, Notre-Dame University- Louaize, Liban*, a indiqué que le pays compte aujourd'hui qu'une seule université publique, en comparaison des 44 établissements d'enseignement supérieur privés à but non lucratif accrédités par le gouvernement. Il a par ailleurs ajouté qu'il est urgent de développer une politique d'assurance qualité solide afin de contribuer à réglementer efficacement le système.

Khalid Omari, *Président, Jerash University, Jordanie*, a attiré l'attention sur le fait que la Jordanie est un pays arabe mais qui ne dispose pas de ressources pétrolières. Il a indiqué que le système d'enseignement supérieur du pays est fragilisé en raison d'un manque d'investissements financiers, combiné à une augmentation de la population (incluant les réfugiés déplacés) et une fuite des cerveaux généralisée du personnel académique dans d'autres pays de la région.

Dzulkifli Abdul Razak, *Président de l'AIU et VC, Albukhary International University, Malaisie*, a indiqué que le gouvernement malaisien a récemment procédé à l'examen de l'ensemble du système d'enseignement supérieur. Il a ajouté que la question des frais d'inscription fait souvent l'objet de débats dans le pays, tout comme les problèmes associés à l'accès libre et non réglementé des professionnels de l'éducation internationale en Malaisie.

Yutaka Tsujinaka, *Conseiller exécutif auprès du Président, Université de Tsukuba, Japon*, a indiqué que le Japon compte aujourd'hui 86 universités nationales, 92 universités municipales et près de 1 000 établissements d'enseignement supérieur privés. Il a par ailleurs ajouté que les réductions budgétaires considérables décidées par le gouvernement, de même que la concurrence croissante entre les EES du pays, suppose une redéfinition de la mission de l'enseignement supérieur. Dans le contexte actuel de mondialisation, le niveau relativement faible d'internationalisation des établissements



d'enseignement supérieur japonais est également problématique, et le vieillissement de la population a une incidence sur l'ES. De nouveaux développements sont à l'étude, comme l'augmentation du nombre d'étudiants étrangers. Il a ensuite remis en cause l'efficacité des agences d'assurance qualité, dont il considère qu'elles donnent beaucoup de 'devoirs' sans avoir réellement d'impact notable sur la qualité. Il a néanmoins souligné que le caractère concurrentiel de l'enseignement supérieur au niveau mondial exige l'existence de ces systèmes d'AQ afin d'aider les établissements à élever le niveau de leurs normes et améliorer leur réputation à travers l'amélioration de leur qualité globale.

EUROPE

Patricia Pol, *Conseillère aux affaires européennes et internationales, Université Paris-Est Créteil, Val de Marne, France*, a souligné que de nouvelles réformes sont en cours et que celles-ci sont développées à travers une approche collaborative entre tous les acteurs de l'enseignement supérieur. Le processus a débuté à l'automne 2012. Une nouvelle loi sur la recherche et l'enseignement supérieur est actuellement débattue au Parlement; cette loi exigera un positionnement renforcé et une définition plus précise des établissements français, à travers l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche qui soit en phase avec les priorités européennes et le programme Horizon 2020 en ce qui concerne la recherche; la loi a pour objectif d'augmenter les chances de réussite durant le premier cycle et appellera les nouvelles 'communautés des universités' – un nouveau concept à l'étude – à s'impliquer davantage dans l'innovation et le transfert de technologies et devenir plus attrayants pour les étudiants étrangers. L'Agence nationale d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) connaît également des évolutions.

Howard Newby, *VC, University of Liverpool, RU* a indiqué que le contexte politique actuel au Royaume-Uni, au sein duquel les deux partis politiques du gouvernement de coalition ont des vues diamétralement opposées sur l'enseignement supérieur, a été préjudiciable au système national dans son ensemble. Il a indiqué que le développement de politiques en matière d'ES au RU a trait principalement au financement des étudiants



an, les hommes politiques considèrent toujours qu'ils financent 100% du système d'ES, ce qui s'est traduit en retour par un renforcement des réglementations nationales. Il a également attiré l'attention sur la libéralisation accrue du système d'ES dans son ensemble, qui s'accompagne de l'arrivée d'un nombre croissant de prestataires à but lucratif dans le secteur et de l'augmentation du nombre d'universités britanniques qui établissent des campus à but lucratif dans d'autres régions du monde. En dernier lieu, Prof Newby a souligné la réussite du Royaume-Uni dans le secteur de la recherche – le pays est en effet le plus performant au monde après les Etats-Unis et attire une grande partie du financement de l'UE alloué pour la recherche.

Remus Pricopie, *Ministre de l'Education, Ancien Recteur, National university of Political Studies and Public Administration, Roumanie*, a attiré l'attention sur l'impact de la crise économique mondiale sur l'enseignement supérieur en Roumanie. Il a également souligné les problèmes auxquels sont confrontés les pays d'Europe de l'Est en ce qui concerne la diminution démographique, entraînant ainsi des fusions et une restructuration nécessaires des programmes.

Angelo Riccaboni, *Recteur, Université de Sienne, Italie*, a souligné que les universités font face à des coupes budgétaires drastiques qui ont des incidences majeures aujourd'hui et qui se traduiront par des changements institutionnels significatifs à l'avenir.

Daniel Hernández Ruipérez, *Vice-chancelier, Université de Salamanque, Espagne*, a indiqué que le pays compte actuellement 17 systèmes d'enseignement supérieur parallèles administrés par 17 régions différentes. Il considère que le manque de financement est sans doute le problème le plus important, en particulier les réductions budgétaires drastiques dans le secteur de la recherche. En conséquence, la fuite des cerveaux est devenue une préoccupation majeure. Un certain nombre d'universitaires ont rejoint des universités au Royaume-Uni et en Allemagne, laissant le système espagnol dans une situation précaire et mettant potentiellement en danger la future prospérité du pays.

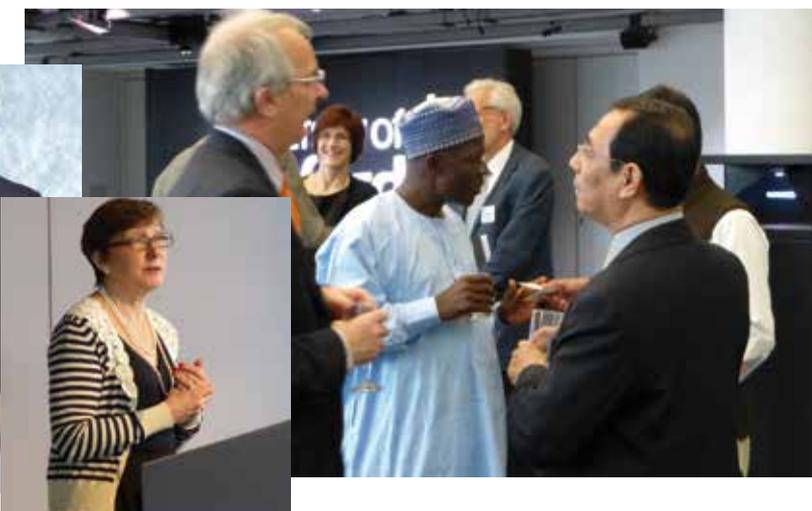
ORGANISATIONS

Marianne Granfelt, *Secrétaire Générale, Association of Swedish Higher Education, Suède*, a souligné la légère diminution du financement dédié à l'éducation, correspondant approximativement au nombre d'étudiants que la Suède a accueillis en provenance de pays hors UE/EEE avant l'introduction des frais d'inscription. La recherche a par ailleurs continué de recevoir un financement accru. Parallèlement, elle a indiqué que si, d'une part, l'augmentation des frais d'inscription au Royaume-Uni s'est traduit par un nombre croissant d'étudiants britanniques venus étudier en Suède (car le pays n'impose pas de frais d'inscription), d'autre part, l'introduction en 2011 de frais d'inscription pour les étudiants non européens s'est traduite par une baisse inquiétante de 85% du nombre d'étudiants inscrits hors UE. Elle considère que ceci représente un réel problème pour la Suède et son avenir. Le gouvernement a été appelé à offrir davantage de bourses aux étudiants internationaux. Le gouvernement suédois examine le modèle britannique de financement de la recherche, le REF, car la Suède envisage de se doter d'un nouveau système d'ici 2018. Le gouvernement – et le secteur de l'ES dans son ensemble – considèrent également que tous les EES ne devraient pas s'efforcer à tout prix de devenir des établissements d'enseignement supérieur de renommée mondiale et devraient à l'inverse valoriser la diversité afin de mieux répondre aux besoins de la société.

Etienne Ehile, *Secrétaire Général, Association des Universités Africaines (AUA)*, a indiqué que l'assurance qualité, les partenariats enseignement supérieur-industrie, et les échanges de personnel font partie aujourd'hui des principaux thèmes sur lesquels travaille l'AUA.

Roberto Escalante, *Secrétaire Général, Union of Latin American Universities, Mexique*, a souligné la diversité existante sur le continent, et mis en exergue les principaux défis suivants : les défis liés aux réglementations et à l'accréditation ; la diversité des systèmes d'assurance qualité et leur impact sur les systèmes nationaux d'ES ; et la création d'un Espace latino-américain de l'enseignement supérieur.

Godehard Ruppert, *Président, Bavarian University Association, Allemagne*, a indiqué que l'Allemagne commence à remettre en question une nouvelle fois l'autonomie des universités sous la forme d'un recul politique. Il a également



souligné l'importance de l'initiative 'Excellence allemande' sur la transformation du pays.

Eva Egron-Polak a conclu en déclarant que tous les gouvernements imitent ce qui se fait ailleurs. Elle a souligné que le Royaume-Uni semble être un 'modèle' très important pour les autres pays et qu'il incite beaucoup d'entre eux à mettre l'accent sur un système axé sur les mécanismes de financement. Elle a déclaré que si le financement détermine l'orientation des systèmes d'ES, les EES pourraient 'perdre le contrôle du volant'.

L'AIU voudrait une nouvelle fois remercier **Prof. Howard Newby**, *Vice-chancelier, University of Liverpool*, d'avoir invité le Conseil d'Administration dans son Université pour une visite et un dîner festif.

5ÈME RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS DE L'AIU (GMA V)

📍 SALFORD, RU, 24-26 AVRIL 2013

La 5^{ème} Réunion mondiale des Associations (GMA V) a été organisée par l'AIU en collaboration avec le Northern Consortium UK (NCUK) et l'University of Salford. La réunion a eu lieu dans le superbe bâtiment 'The Lowry', Salford Quays, Manchester, RU.

L'édition de la GMA avait pour thème: **Diversité institutionnelle dans l'enseignement supérieur: avantage ou menace pour les Associations?** Ce thème a été choisi car il représente un défi majeur pour la plupart des organisations, réseaux et associations d'enseignement supérieur qui évoluent tous dans une période où le nombre et les types d'EES augmentent rapidement dans le monde entier. En effet, ce phénomène appelle une réflexion approfondie sur la manière dont cette tendance façonnera l'enseignement supérieur au niveau mondial et sur le rôle que pourraient jouer les établissements d'enseignement supérieur et les réseaux d'EES dans la définition de ce nouvel environnement.

Plus de 70 participants ont pris part à cette réunion d'un jour et demi, dont les représentants de toutes les principales associations

d'ES régionales: l'Association Africaine des Universités (AUA), l'European University Association (EUA), l'Association arabe des Universités (ArAU), l'Union of Latin American Universities (UDUAL), l'Association des Universités d'Asie et du Pacifique (AUAP), l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), l'Association des universités du Commonwealth (ACU), l'Inter American Organization of Universities (IOHE), ainsi que des associations nationales et des groupes spécialisés issus d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Australie.

Les discussions ont débuté par une présentation de la Prof. Ellen Hazelkorn qui a donné matière à réfléchir, sur le thème *Re-imagining Higher Education: Taking a Broader View of Diversity*. Après avoir défini le concept de diversité, elle a attiré l'attention sur les points suivants: en quoi les missions fondamentales divergent-elles?; quels sont les types d'établissements existants?; sur quels programmes se concentrent-ils?; sont-ils axés ou non sur la recherche et comment?; Quel est le profil des étudiants et du personnel? Elle a également décrit le type d'organisations internes sur lesquelles reposent les EES – leur importance et positionnement spécifiques, leur mission et leurs visions au 21^{ème} siècle; les facteurs de changement institutionnel au fil des années; les valeurs de la diversité et pourquoi il est important de les renforcer. Vous pouvez consulter sa présentation en ligne et approfondir votre réflexion.

La GMA a une nouvelle fois offert à des participants de milieux divers une opportunité unique d'interagir dans des petits groupes de pairs, d'échanger des idées et des pratiques, et de collaborer étroitement. La réunion a été également l'occasion d'en savoir plus sur les défis auxquels sont confrontés les secteurs de l'enseignement supérieur britannique et irlandais. La présentation du Prof Hazlkorn et le rapport sur les discussions de la GMA V sont disponibles en ligne à www.iau-aiu.net/content/past-events.

L'AIU voudrait remercier tout particulièrement John MacKenzie, Conseiller auprès du Vice-chancelier adjoint, Affaires internationales, Université de Salford, pour ses compétences organisationnelles précieuses qui ont grandement contribué au succès de cet événement.

L'AIU remercie également ses partenaires pour leur soutien et i-graduate pour avoir parrainé cet événement.

www.i-graduate.org

i-graduate
INTERNATIONAL INSIGHT



RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

► INTERNATIONALISATION

⊕ Lancement de la 4^{ème} enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur



En mai, l'AIU a officiellement lancé sa 4^{ème} enquête mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. L'enquête électronique a été envoyée par e-mail au chef d'établissement et/ou au directeur des relations internationales de plus de 9 000 établissements d'enseignement supérieur du monde entier figurant dans la Base de données mondiale de l'AIU sur l'enseignement supérieur (2013).

L'enquête est disponible en anglais, français et espagnol.

Comme détaillé dans les précédents numéros d'AIU Horizons et l'e-bulletin de l'AIU, cette édition de l'enquête mondiale a bénéficié du soutien et du partenariat de quatre organisations : la Commission européenne, le British Council, NAFSA et l'European Association for International Education (EAIE).

Le rapport de l'enquête mondiale 2010 de l'AIU a inclus l'analyse des données recueillies auprès de 745 établissements dans 115 pays. L'AIU souhaiterait tirer parti de ce succès avec cette nouvelle enquête.

Veillez vous assurer que votre établissement participe ! La date limite pour répondre à l'enquête est fixée au **30 juillet 2013**.

Pour toute question ou commentaire, veuillez contacter Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU, à l'adresse suivante : r.hudson@iau-aiu.net

⊕ Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)

INTERNATIONALIZATION STRATEGIES
ADVISORY SERVICE

Début 2013, l'AIU a lancé un appel à propositions pour le projet ISAS à l'attention d'un Membre africain de l'AIU. Cet appel a



bénéficié du financement direct de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida). Après examen des candidatures, l'AIU a sélectionné l'**Université du Botswana**.

Le projet ISAS est en cours de développement et le protocole d'accord entre l'AIU et l'université a été signé début mai. Une première visite sur place aura lieu dans les prochains mois.



Le projet ISAS avec l'**Université de La Rioja**, Argentine, progresse bien. À la suite de la première visite sur place effectuée par la Présidente du groupe d'experts de l'AIU, Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU, l'établissement conduit actuellement son exercice d'auto-évaluation sur la base des directives fournies par l'AIU. La visite institutionnelle sur place devrait avoir lieu en septembre.

L'AIU a également été contactée par un certain nombre d'autres établissements en Afrique et en Asie désireux d'entreprendre un projet ISAS avec l'Association. De plus amples détails sur ces questions seront communiqués ultérieurement.

Contact: Ross Hudson, Chargé de Programmes à l'AIU
r.hudson@iau-aiu.net

⊕ L'AIU travaille sur l'Internationalisation et l'Accès et le Succès en Roumanie

À la suite des récentes réformes de l'enseignement supérieur roumain qui ont impliqué, entre autres initiatives, le développement d'un système de classification en trois groupes des établissements d'enseignement supérieur roumains et un classement des programmes d'études, l'UEFISCDI (Agence exécutive pour le financement de l'enseignement supérieur, de la recherche, du développement et de l'innovation) s'est vu confier un projet de fonds structurels à grande échelle en vue de renforcer les capacités de l'administration publique et ainsi favoriser l'élaboration de politiques sur la base d'éléments concrets : « L'élaboration de politiques dans l'enseignement supérieur basée sur des éléments concrets : une étape nécessaire pour favoriser le progrès en Roumanie ».

Afin de développer une analyse multidimensionnelle des établissements d'enseignement supérieur roumains, le projet a lancé un appel ouvert aux universités pour qu'elles participent à l'exercice et contribuent aux objectifs généraux en fonction de leur expérience institutionnelle. L'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'équité/cohésion sociale sont les



Séminaire de l'AIU sur l'internationalisation et l'accès et le succès en Roumanie.

deux principaux domaines de politique gouvernementale et institutionnelle analysés dans le cadre de ce projet.

Afin de mettre en œuvre ce projet, deux groupes de travail, l'un sur l'internationalisation (avec cinq établissements impliqués) et l'autre sur l'équité/cohésion sociale (avec quatre établissements impliqués) respectivement, ont été établis. Ils réunissent des experts nationaux et internationaux tels que Patricia Pol (Membre du Conseil de l'AIU, chargée de l'aspect 'internationalisation') et Jamil Salmi (ancien coordinateur de la Banque mondiale en charge de l'enseignement tertiaire qui a participé à un projet précédemment conduit par l'AIU dans le domaine de l'accès équitable et du succès dans l'ES), ainsi que les représentants d'établissements et d'agences. L'activité est organisée en coopération avec l'Association Internationale des Universités (AIU) et est coordonnée par Eva Egron-Polak. Afin de conduire l'analyse et concrétiser les objectifs du projet, une série de trois ateliers d'apprentissage mutuel et des visites institutionnelles ont été organisés.

Le projet est très interactif et suit une approche ascendante. A cet égard, les groupes de travail ont d'abord analysé les stratégies institutionnelles des universités roumaines et rencontrent actuellement les représentants de toutes les universités au cours des visites d'études individuelles.

Ils analyseront également la politique roumaine actuelle dans ces deux domaines et émettront en conclusion des recommandations politiques aux deux niveaux.

Une conférence finale, qui sera organisée sous la forme d'une consultation des parties prenantes et d'un événement destiné à faire connaître cette activité, se tiendra à Bucarest mi-novembre 2013.

► ACCÈS ET SUCCÈS

⊕ **Atelier de l'AIU sur l'accès équitable et le succès lors du Congrès mondial sur l'accès à l'enseignement postsecondaire, *European Access Network (EAN)*, Montréal, QC, Canada, 7-10 octobre 2013**



Le double objectif visant à offrir un accès équitable et garantir le succès dans l'enseignement supérieur pour le plus grand nombre d'étudiants possible nécessite toute une série de politiques et de mesures à de nombreux niveaux. Indéniablement, les politiques et les mécanismes mis en place par l'Etat sont essentiels car surmonter les obstacles qui se dressent devant les individus et les groupes dans la plupart des pays nécessite des lois, un financement et une volonté politique.

L'AIU est néanmoins convaincue que les établissements d'enseignement supérieur peuvent et apportent en effet des solutions qui peuvent contribuer grandement à réaliser ces objectifs. Ces dernières années, en travaillant avec des experts internationaux, l'AIU s'est efforcée de souligner pourquoi il était important d'élargir la participation et d'améliorer le taux de réussite des étudiants issus de groupes minoritaires (quelle que soit la définition que l'on en donne). Par ailleurs, l'AIU a travaillé avec de nombreux établissements pour examiner les politiques, les programmes et les services qu'ils mettent en place pour permettre aux étudiants généralement sous-représentés dans les salles de classe d'avoir l'opportunité de suivre des études supérieures.

L'atelier réunira les représentants d'une trentaine d'établissements issus de 30 pays à travers le monde en vue de partager et de comparer leurs politiques et leurs approches et ainsi améliorer l'accès équitable et le succès. Après la réalisation d'une auto-évaluation structurée, les participants seront invités à analyser les opportunités et les défis qu'ils rencontrent au niveau institutionnel et à proposer les moyens d'y répondre à travers la collaboration.

L'atelier est coordonné par Eva Egron-Polak, *Secrétaire Générale de l'AIU*, et Élodie Boisfer, *Chargée de Programmes à l'AIU* (iau@iau-aiu.net).

► LA FORMATION DOCTORALE EN AFRIQUE

⊕ Projet de l'AIU et initiatives s'y rapportant

Le Projet sur la formation doctorale en Afrique bénéficie de l'engagement renouvelé du nouveau Conseil d'Administration. Le **Groupe de travail sur la formation doctorale** (GTFD) a été renouvelé et ses termes de référence ont été révisés. Les Membres du **GTFD** conseillent le Conseil d'Administration et la Secrétaire Générale sur la position globale de l'AIU sur ce thème à la fois général et spécifique.

Les Membres du Groupe de travail sont :

Président

Ernest Aryeetey, *Vice-chancelier, Université du Ghana, Ghana*

Membres

Abdul Ambali, *Vice-chancelier, Université d'Ilorin, Nigéria*

Olive Mugenda, *Vice-chancelière, Université Kenyatta, Kenya*

Etienne Ehile, *Secrétaire Général, AAU*

Stephen Freedman, *Vice-recteur principal, Fordham University, Etats-Unis*

Morshidi Sirat, *Expert, University Sains Malaysia, Malaisie*

Patricia Pol, *Conseillère aux affaires européennes et internationales, Agence d'évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES), ancienne VP International, Université Paris 12 – Val de Marne, France – Université Paris 12*

Goolam Mohamedbhai, *ancien Secrétaire Général, AUA, ancien Président, AIU, Membre du Conseil d'Administration de l'AIU, ancien Vice-chancelier, University of Mauritius*

Phyllis Freedman, *JD, Professeur émérite, University of Massachusetts, Boston, Etats-Unis, Co-rédactrice, Journal of Public Health Policy*

Inger Lundgren, *Conseillère en matière de recherche, Division for Research Cooperation, Dep. for Global Cooperation, Agence suédoise de coopération au développement international, ASCDI, Suède*

Gilles Breton, *Graduate School of International and Public Affairs, University of Ottawa, Canada*

Secrétariat

Hilligje van't Land, *Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU*

Le thème est le sujet d'une série de nouvelles initiatives et publications ; l'une d'entre elles est la section 'Dossier thématique' du présent numéro. Une grande variété d'articles est présentée dans ce numéro (pages 18 à 35).

Un numéro spécial sur la formation doctorale en Afrique sera présenté dans la revue spécialisée Higher Education Policy (HEP) à paraître en 2014.

Si vous souhaitez en savoir plus sur le travail mené par l'AIU, connectez-vous sur le site de l'Association (www.iau-aiu.net/content/doctoral-programmes) et sur le portail qui y est consacré :

Portail AIU-ACUP sur les approches innovantes en matière de formation doctorale – (www.idea-phd.net)



Les informations et les données communiquées par les établissements qui prennent part au projet de l'AIU sur la formation doctorale en Afrique ont permis de déterminer le contenu et de définir la structure du **Portail interactif AIU-ACUP sur les approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique**. Développé en partenariat avec l'ACUP – Association catalane des universités publiques- et la FUOC – Fondation de l'Université ouverte de Catalogne, et grâce au soutien financier de l'Agence suédoise de coopération au développement international (ASCDI) et l'Agence espagnole de coopération au développement international (AECID), le **Portail** sollicite aujourd'hui votre soutien.

Votre établissement ou organisation est invité à :

1. Naviguer sur le portail et adresser à l'AIU ses réactions et commentaires sur le contenu et la structure ;
2. Fournir à l'AIU des informations, des documents et des descriptions à inclure dans les différentes rubriques disponibles ; vos commentaires sur les informations manquantes, les types d'informations additionnelles requises et les nouvelles fonctionnalités sont les bienvenus. Communiquer à l'AIU les coordonnées de la personne en charge de coordonner la formation doctorale au niveau institutionnel (si cette personne est désignée pour diriger l'école doctorale par exemple) pour des besoins de référence. Votre université tirera profit de ses contributions et bénéficiera d'une visibilité en ligne. La participation est gratuite.

Contact: h.vantland@iau-aiu.net

Ce projet bénéficie du soutien financier de l'ASCDI.

► ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (ESDD)

⊕ Renouveau du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur et le développement durable (GT – ESDD)

Les termes de référence du GT – ESDD ont été révisés et adoptés lors de la réunion du Conseil d'Administration de l'AIU organisée à Manchester, en avril. S'appuyant sur la déclaration de principes de l'AIU intitulée: *Déclaration de Kyoto sur le développement durable (adoptée en 1993)* et les activités s'y rapportant, les Membres du GT-ESDD conseillent le Conseil d'Administration et la Secrétaire Générale sur la position globale de l'AIU sur ce thème général. Le Groupe de travail émet plus spécifiquement des recommandations sur les initiatives et les partenariats stratégiques à établir en vue d'améliorer la contribution de l'enseignement supérieur au développement durable. Le Groupe donnera également des conseils sur la manière d'engager activement les Membres de l'AIU et d'autres experts dans différents domaines comme l'orientation stratégique du futur développement du portail international de l'AIU sur l'ESDD (www.iau-hesd.net – voir ci-dessous), et contribuera à définir la Conférence internationale 2014 de l'AIU intitulée *Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable*.

Les Membres du Groupe de travail sont :

Président

Angelo Riccaboni, *Recteur, Université de Sienne, Italie*

Membres

Pam Fredman, *Rectrice, Université de Göteborg, Suède*

Betsy Boze, *Président, The College of the Bahamas, Etats-Unis*

Juan Remigio Saldaña, *Recteur, Peruvian Scientific University, Pérou*

Etienne Ehile, *Secrétaire Général, AAU*

Pornchai Mongkhongvanit, *Président, Siam University, Thaïlande*

Roberto Escalante, *Secrétaire Général, UDUAL*

Secretariat

Hilligje van't Land, *Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU*

Pour plus d'information, veuillez contacter: h.vantland@iau-aiu.net



⊕ Le Portail international de l'AIU sur l'enseignement supérieur et le développement durable (ESDD) encourage vos actions en ligne au service de la durabilité.

Notre nouveau portail sur l'ESDD est une plateforme collaborative qui vise à centraliser et diffuser des informations sur des

activités et des actions entreprises dans le monde entier par les établissements d'enseignement supérieur (EES) dans le domaine de l'enseignement supérieur et du développement durable.

Vous pouvez naviguer sur le portail en ligne à l'adresse suivante: www.iau-hesd.net et nous adresser vos réactions et commentaires en utilisant le formulaire suivant: www.iau-hesd.net/en/contact

Contenu du site (en anglais et en français)

- Une page d'accueil présentant les dernières nouvelles et actions et les derniers projets ou documents en matière d'ESDD; informations actualisées
- Une carte localisant les établissements et les organisations œuvrant activement à la promotion de l'ESDD;
- Un calendrier mondial des événements en matière d'ESDD;
- Une base de données listant et donnant accès à l'ensemble des documents, chartes, déclarations et autres documents clés en matière d'ESDD;
- Une série de pratiques décrivant les actions entreprises au service de la durabilité par les EES, les organisations et la société civile;
- Des outils de recherche.

Pourquoi contribuer ?

- Montrer la richesse de vos activités et inciter les autres à développer des approches similaires ou de nouvelles approches innovantes en matière d'ESDD;
- S'assurer que les informations publiées sur le portail soient concises, précises et actualisées.
- Améliorer les informations existantes issues de recherches informatiques et fournies par les établissements membres.

Votre université tirera profit des actions/documents, etc. et bénéficiera d'une visibilité en ligne.

La participation est gratuite et vos contributions ne seront pas réutilisées sans votre accord préalable.

Comment pouvez-vous contribuer à la plateforme ?

Tout le monde peut contribuer. Le Portail ESDD réunira l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur :

- Acteurs internationaux, régionaux et nationaux : organisations intergouvernementales, associations, organisations non gouvernementales et à but non lucratif travaillant dans le domaine de l'enseignement supérieur. Administrations nationales, Ministères de l'Éducation, professeurs et chercheurs, administrateurs de l'ES;
- Acteurs des établissements d'enseignement supérieur : penseurs, personnel administratif, enseignants, étudiants.

Contributions :

Vous pouvez partager des informations et promouvoir votre travail en saisissant vos projets et documents via le formulaire disponible à l'adresse suivante: www.iau-hesd.net/en/node/1413

Pour des besoins de référence, merci de communiquer à l'AIU les **coordonnées de la personne en charge des activités liées au développement durable** au sein de votre établissement (si cette personne est désignée), avec mention du titre, du nom, de la fonction et de l'adresse e-mail.

Le portail est présenté à l'occasion de différents événements par le Secrétariat de l'AIU, les Membres de l'AIU et l'UNESCO dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (EDD – www.unesco.org) et permettra d'indiquer l'implication des EES dans le processus et leur adhésion à ses principes. Dates importantes à noter dans vos agendas :

- Iquitos, Pérou, 19-21 mars 2014 – **Conférence internationale de l'AIU – Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable** (www.iau-aiu.net/content/international-conferences)
- Aichi-Nagoya, Japon, 10-12 novembre 2014 – **Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation en vue du développement durable – Apprendre aujourd'hui en vue d'un développement durable** (www.unesco.org/new/en/education/events/calendar-of-events/education-global-conferences/)

Contact: Dr. Hilligje van't Land (h.vantland@iau-aiu.net)

Le Projet AIU-ESDD est réalisé grâce au soutien financier de l'Agence suédoise de coopération au développement international (ASCDI).

► PROJET DE L'AIU « ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/ RECHERCHE POUR L'ÉDUCATION POUR TOUS (ET LES OMD) »

Ces derniers mois, le Projet de l'AIU pour une meilleure inclusion de l'enseignement supérieur (ES) et de la recherche en vue d'atteindre les objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT), également connu sous le nom **HEEFA**, s'est efforcé de renforcer l'engagement des Membres de l'AIU.

⊕ HEEFA et la Semaine mondiale d'action



En avril, l'AIU a participé à la Semaine mondiale d'action (GAW), sollicitant le soutien de ses Membres. Chaque année, la Campagne mondiale pour l'éducation – un mouvement de la société civile dont le but est d'aider à atteindre les objectifs de l'EPT

– lance une **Semaine mondiale d'action** afin d'apporter un soutien mondial et local à l'EPT. Le thème de cette année était *Chaque enfant a besoin d'un enseignant*. Elle s'est déroulée du 21 au 27 avril 2013 et des activités supplémentaires sont prévues jusqu'en juin 2013. Puisque la formation des enseignants se déroule souvent au niveau de l'enseignement supérieur, l'AIU a participé à travers le soutien des départements/facultés d'éducation de ses établissements membres. L'AIU a lancé une campagne d'information via l'envoi d'e-mails, son site Internet et le Portail HEEFA, pour attirer l'attention sur la contribution de l'enseignement supérieur à travers la formation des enseignants.

Les instituts de formation des enseignants ont été invités à * communiquer des informations sur les activités qu'ils entreprennent pour améliorer l'apprentissage des enfants à travers la qualité de leur formation d'enseignants; * organiser une campagne GAW dans leurs facultés; * mettre en ligne leurs activités sur le Portail HEEFA. L'AIU a mis en ligne cette action sur le site Internet de la GAW.

⊕ Renforcement des capacités: Appel à participation et nouveaux rapports

Un appel à participation a été lancé en avril, invitant les Membres de l'AIU à organiser l'un des quatre ateliers collaboratifs de l'AIU intitulé: *Une activité en trois étapes pour discuter des liens entre l'enseignement supérieur et l'EPT au niveau local*. Développés et mis en œuvre avec le Groupe de référence de l'AIU sur HEEFA, ces ateliers réunissent des hauts représentants issus de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche, du Ministère de l'Éducation et autres niveaux/secteurs de l'éducation, de la société civile et de l'UNESCO. Encouragés à penser hors des sentiers battus, les participants mènent une réflexion sur leur propre expérience, analysent le contexte local et développent collectivement un futur plan concret pour garantir une plus grande contribution de l'enseignement supérieur à la réalisation des objectifs de l'EPT. Quatre ateliers auront lieu en 2013 et 2014.

Les rapports finaux des ateliers collaboratifs organisés à Katmandou, Népal, en décembre 2012 (établissement hôte : Université Tribhuvan) et à Nairobi, Kenya, en janvier 2013 (établissement hôte : Université de Nairobi) sont désormais disponibles sur le site Internet de l'AIU.

Vous souhaitez accueillir un atelier collaboratif? Contactez l'équipe de l'HEEFA à l'AIU: Nadja Kymlicka (n.kymlicka@iau-aiu.net) et Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net).

Plus d'informations sur le Projet HEEFA à l'adresse suivante: www.iau-aiu.net/content/efamdgs

Le Projet HEEFA est réalisé grâce au soutien financier de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida).



Des collègues de différentes universités et autres parties prenantes se réunissent lors de séminaires AIU sur l'EPT à Kathmandu (en décembre 2012) et Nairobi (en janvier 2013)



► PROJET DE L'AIU DESTINÉ AUX BIBLIOTHÉCAIRES UNIVERSITAIRES SUR L'UTILISATION, LA RÉUTILISATION ET LA PRODUCTION DES RESSOURCES ÉDUCATIVES LIBRES (REL)



Un appel à participation a été lancé par l'AIU pour l'organisation d'un atelier de validation, qui constitue la première étape du nouveau projet de l'AIU destiné aux bibliothécaires

universitaires sur l'utilisation, la réutilisation et la production des ressources éducatives libres (REL). Axé sur l'Afrique, l'atelier de validation est organisé par l'AIU et aura lieu à Accra, Ghana, les 12 et 13 septembre 2013. Il sera organisé en collaboration

avec l'Association des Universités Africaines (AUA) – une organisation Membre de l'AIU.

L'atelier de validation vise à recueillir les réactions de la communauté des bibliothèques universitaires concernant le projet de l'AIU sur les REL; réfléchir à de possibles voies à suivre pour faciliter sa mise en œuvre, et impliquer davantage de parties prenantes et de bibliothécaires universitaires spécialisés dans les REL afin de déterminer les rôles potentiels qu'ils pourraient jouer dans le développement des REL en Afrique.

Pour en savoir plus sur le projet, voir: www.iau-aiu.net/content/oer-project-call-participation

Contact: Amanda Sudic (a.sudic@iau-aiu.net) et Isabelle Turmaine (i.turmaine@iau-aiu.net)

Le Projet sur les REL est réalisé grâce au soutien financier de l'UNESCO.

► LEADHER

Le Comité de sélection du programme LEADHER de l'AIU a sélectionné quatre des 15 propositions soumises par les Membres de l'AIU, ce qui porte à six le nombre total de subventions allouées en 2013 (voir tableau ci-dessous).

ETABLISSEMENT	PAYS	DOMAINES DE RECHERCHE
AUTOMNE 2012		
Université Moi	Kenya	* Formation à la recherche, en particulier les approches innovantes en matière de programmes doctoraux
Alexandria University	Egypte	* Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
Université de Salford	Royaume-Uni	* Formation à la recherche, en particulier les approches innovantes en matière de programmes doctoraux
University of Ilorin	Nigéria	
HIVER 2013		
The National University of Lesotho	Lesotho	* Développer la mission de recherche, la politique de recherche et la stratégie de développement de la recherche; Planification, organisation et gestion de la recherche
Nelson Mandela Metropolitan University	Lesotho	* Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants * Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération * Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
Sahlgrenska Academy, University of Gothenburg, Institute of Medicine	Suède	* Planification, organisation et gestion de la recherche * Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
Institute of Medicine, Tribhuvan University	Népal	
European Humanities University	Lituanie	* Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération * Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
Moldova State University	Moldavie	
Open University of Catalunya	Espagne	* Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants * Collecte, gestion et diffusion des résultats de recherche (publications, brevets, produits, etc.)
Kenyatta University	Kenya	
ACUP	Espagne	

Le prochain concours LEADHER sera lancé en décembre 2013 pour des projets prévus en 2014. Davantage d'informations sur le programme de bourses sont disponibles à l'adresse suivante: www.iau-aiu.net/content/leadher.

Contact: Elodie Boisfer, Chargée de Programmes à l'AIU: e.boisfer@iau-aiu.net

AIU COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

Depuis le dernier numéro de *AIU Horizons*, en Mars, l'AIU a pris part aux événements suivants :

2013

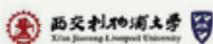
UNESCO Media and Information Literacy (MIL) www.unesco.org	UNESCO, Paris, France	Février
OECD – <i>Measuring Learning Outcomes in Higher Education: Lessons learnt from the AHELO Feasibility Study and next steps</i> www.oecd.org/site/ahelo/#d.en.223486	Paris, France	Mars
Japan Student Services Organisation (JASSO) 2013 International symposium – <i>What works: Assessment Tools and Indicators for University Internationalization</i> www.jasso.go.jp/tiec/symposium12_e.html	Tokyo, Japon	Mars
UN-DESD Reference Group Meeting – <i>Preparing the global programme framework for ESD after 2014</i> www.unesco.org/new/en/unesco/events/	UNESCO, Paris, France	Avril
EUA Annual Conference, <i>European Universities – Global Engagement</i> www.eua.be/ghent.aspx	Ghent, Belgique	Avril
CONAHEC's 15th North American Higher Education Conference on <i>Towards a Sustainable Future: The Role of International Education</i> www.conahec.org	Edmonton, Canada	Mai
Assemblée générale de l'Association des Universités francophones – AUF	Sao Paulo, Brésil	Mai
International GUNi 2013 Conference www.guninetwork.org/guni.conference/2013-guni-conference	Barcelone, Espagne	Mai
ISIC Conference, Copenhagen www.isicevent.org/2013/about/isic-event-2013/	Copenhague, Danemark	Mai
The 2nd Annual Global Meeting of the Global Research Council (GRC) www.globalresearchcouncil.org/meetings/2013-meeting	Berlin, Germany	Mai
Conférence EAN www.ean-edu.org/	Strasbourg, France	Juin
Impact de la Crise économique et sociale sur l'enseignement supérieur, Dublin Institute of Technology Contact: iau@iau-aiu.net	Dublin, Irlande	Juin
Conférence international sur "Sustainable Development Solutions for the Mediterranean Region"	Pontignano, Sienna, Italie	Juillet
A VENIR. SI VOUS SOUHAITEZ RENCONTRER DES REPRÉSENTANTS DE L'AIU LORS DES CONFÉRENCES SUIVANTES MERCI DE NOUS CONTACTER À : IAU@IAU-AIU.NET		
EAIE www.eaie.org/home/conference/istanbul.html	Istanbul, Turquie	Septembre
World Access Congress www.ean-edu.org/	Montréal, Canada	Septembre
AKEPT Workshop on internationalisation Contact: iau@iau-aiu.net	Malaisie	Novembre
CBIE www.cbie-bcei.ca/events/2013-annual-conference/	Vancouver, Canada	Novembre
GHEF 2013 www.gheforum.usm.my/	Kuala Lumpur, Malaisie	Decembre

NOUVELLES DES MEMBRES

L'IAU est heureuse d'accueillir les nouveaux Membres suivants qui ont adhéré et ré-adhéré à l'Association depuis mars 2013.

ETABLISSEMENTS

Xi'an Jiaotong-Liverpool University,
Chine
www.xjtlu.edu.cn/en



Noorul Islam Centre for Higher Education,
Inde
www.niceindia.com



S.D. Asfendiyarov Kazakh National Medical University, Kazakhstan
www.kaznmu.kz



Rafik Hariri University,
Liban
www.rhu.edu.lb



Lincoln University College,
Malaisie
www.lincoln.edu.my



Greenwich University,
Pakistan
www.greenwichuniversity.edu.pk



Universitat de Vic
Espagne
www.uvic.cat



Prince Mohammad Bin Fahd University,
Arabie Saoudite
www.pmu.edu.sa



The University of West London,
Royaume Uni
www.uwl.ac.uk



AYANT RÉ-ADHÉRÉ À L'ASSOCIATION

University of Melbourne,
Australie
www.unimelb.edu.au



University of Regina,
Canada
www.uregina.ca



University of Monterrey,
Mexique
www.udem.edu.mx



L'IAU en chiffres

Au 30 mai 2013, l'IAU compte **634 établissements membres** (dont 6 Observateurs), **29 Membres organisationnels**; **15 Affiliés** et **19 Associés**.

OBSERVATEURS

Cyprus university of Technology,
Chypre
www.cut.ac.cy



American University in the Emirates,
Emirats Arabes Unis
www.aue.ae



AFFILIÉS

Higher Education Quality Council of Ontario,
Canada
www.heqco.ca



European Access Network (EAN),
www.ean-edu.org



ASSOCIÉS

Prof. J.D. Amin,
Vice Chancelier, Université fédérale de Dutse au Nigéria
Dutse, Nigéria

Le rédacteur en chef de la revue HEP change de poste !

Jeroen Huisman, rédacteur en chef de la revue *Higher Education Policy* (HEP) vit désormais à Gand, Belgique. Après avoir passé huit ans à l'Université de Bath, Royaume Uni, il occupe un nouveau poste à l'Université de Gand depuis le 1^{er} mai 2013. Il a reçu une bourse Odysseus du Conseil de la recherche flamand pour mener des travaux de recherche sur la gouvernance de l'enseignement supérieur.

Il restera rédacteur en chef de la revue spécialisée de l'IAU, *Higher Education Policy*.

FAITES CONNAÎTRE VOS PROJETS ET INITIATIVES

Portez vos programmes, projets et autres activités à l'attention d'une plus large communauté de l'enseignement supérieur par le biais de *IAU Horizons* !

Pour publier dans *IAU Horizons*, merci de contacter : r.hudson@iau-aiu.net



+ XI'AN JIAOTONG-LIVERPOOL UNIVERSITY

La Xi'an Jiaotong-Liverpool University (XJTLU) est une université chinoise indépendante qui allie les meilleures pratiques de l'enseignement supérieur occidental et chinois dans le but de former des étudiants bien armés pour réussir dans une économie mondiale. La XJTLU est la plus grande université collaborative internationale de ce type en Chine et l'un des campus affiliés les plus importants au monde.

Située dans le parc industriel de Suzhou, l'une des zones industrielles qui connaît la plus forte croissance au monde, la stratégie d'enseignement de la XJTLU allie développement personnel et responsabilité sociale, éléments intrinsèques à l'apprentissage en Chine, avec la résolution de problèmes et l'apprentissage actif, éléments intrinsèques à une éducation occidentale.

La XJTLU est également unique dans le sens où elle délivre des doubles diplômes, l'un du Ministère chinois de l'Éducation et l'autre de l'Université de Liverpool. L'université s'est développée rapidement et compte aujourd'hui sur son campus près de 6 000 étudiants de premier cycle et 1 500 étudiants à l'Université de Liverpool.

Le Vice-chancelier de l'Université de Liverpool, Professeur Sir Howard Newby, a déclaré : « Nous voulons donner aux étudiants de Liverpool et de la XJTLU l'opportunité de devenir des citoyens du monde, bénéficiant à la fois d'une expérience et d'un curriculum internationaux, et souhaitons améliorer leur employabilité dans le marché mondial ».

A partir de la deuxième année d'étude, tous les programmes sont dispensés exclusivement en anglais dans le but de développer des diplômés de niveau international possédant une excellente maîtrise de l'anglais et un niveau élevé de sensibilisation et sensibilité interculturelles. Les étudiants qui s'inscrivent à la XJTLU ont différentes options en termes d'études et peuvent, après un cursus de deux ans, partir étudier à Liverpool pour finir leur cursus ; c'est ce que l'on appelle la '2+2 route'.

Professeur Youmin Xi, Vice-président de la XJTLU, a déclaré : « L'université s'est déjà fait une réputation dans toute la Chine et l'établissement se développe aujourd'hui à un rythme impressionnant. Notre objectif est de devenir une université internationale axée sur la recherche, en adoptant une approche unique en termes d'enseignement et d'apprentissage, de recherche, de service social, d'éducation et de gestion ».

Dans le cadre d'un agenda de développement ambitieux, la XJTLU est impliquée dans un programme de développement du campus à grande échelle en vue de fournir des infrastructures d'enseignement et des laboratoires de classe mondiale. Cette expansion profitera à 10 000 étudiants d'ici 2015.

L'Université a récemment ouvert une 'business school' spécialisée dans la comptabilité et la finance ; la gestion et le commerce ; et l'économie. La 'Business School' prévoit d'intensifier ses activités de recherche et d'encourager une plus grande participation des entreprises.

La présence d'étudiants-chercheurs est un élément essentiel au développement d'un environnement de recherche dynamique. La première promotion de doctorants est recrutée pour des projets de recherche couvrant tous les secteurs d'activité de la XJTLU. De nombreux étudiants sont co-encadrés par le personnel de Suzhou et de Liverpool et, dans de nombreux cas, les étudiants ont la possibilité de conduire leurs travaux de recherche à Liverpool.

Pour plus d'informations : www.xjtlu.edu.cn/en/

+ L'AIU EST HEUREUSE D'ANNONCER

qu'en date du 19 juillet **l'Université de Goteborg en Suède** a reçu le **prix d'excellence dans la catégorie 'bâtiments'** et **l'Université Zhejiang, Chine** a reçu le **prix d'excellence en leadership étudiantin** parmi les cinq prix d'excellence décernés par le réseau international des campus durables. Le Réseau international des campus durables / *International Sustainable Campus Network (ISCN)* offre un forum mondial destiné à appuyer les initiatives des collèges, universités et campus leader en matière d'échange d'information, d'idées, de bonnes pratiques destinées à intégrer les principes de durabilité dans les opérations sur le campus ainsi que dans la recherche et l'enseignement. Le Prix d'excellence pour les bâtiments est décerné pour des projets de construction sur campus qui se distinguent par leur excellente performance énergétique, leur impact environnemental et l'émission minimale de CO₂ ou par d'autres aspects durables significatifs.

ISCN est soutenu et administré par l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) et la Swiss Federal Institute of Technology Zurich (ETH Zurich), tous deux Membres de l'AIU également.

Pour plus d'information: www.international-sustainable-campus-network.org/

P18

Introduction, par Hilligje van't Land, AIU

P19

Renforcement des capacités

- 01 Restructuration des programmes doctoraux à l'Université du Ghana, par Ernest Aryeetey, Ghana
- 02 L'orientation de la recherche doctorale au Nigéria, par Abdul Ganiyu Ambali, Nigéria
- 03 Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique: une voie vers le développement économique et la transformation sociale, par Leapetswe Maletse, Botswana
- 04 Programmes de recherche et de doctorat en Afrique: le besoin de véritables approches, par Paulino Lima Fortes, Cap-Vert

P23

Réforme et innovation institutionnelles / Mission et Vision

- 05 Répondre aux défis liés aux nouveaux besoins dans la formation postuniversitaire et la formation à la recherche: Le cas de l'Université Kenyatta, par Michael Wainaina Mwaura, Kenya
- 06 Formation doctorale innovante: La base du renouveau de l'enseignement supérieur au Zimbabwe, par Gospell Matondi et Handsen Tibugari, Zimbabwe
- 07 Réformes innovantes pour le doctorat et la mobilité à l'UGB, par Mamadou Sy, Sénégal

P26

Encadrement

- 08 Améliorer l'encadrement de la formation doctorale dans un système d'enseignement supérieur diversifié, par Chrissie Boughey et Sioux McKenna, Afrique du Sud
- 09 Approches programmatiques en matière de formation doctorale dans les domaines des sciences humaines et des sciences sociales, par Chrissie Boughey et Sioux McKenna, Afrique du Sud

P28

Le rôle et les contributions des agences de financement et des Associations

- 10 Soutenir la formation à la recherche dans le cadre de la coopération suédoise au développement – une approche systémique, par Inger Lundgren, Sida, Suède
- 11 Approches innovantes en matière de formation doctorale – Le partage comme outil pour les établissements en développement, par Thomas Jörgensen, EUA, Belgique

P31

Etudes et projets

- 12 Améliorer les connaissances et l'échange sur la formation doctorale en Afrique – le travail de l'ACUP, par Josep M Vilalta et Nadja Gmelch, ACUP, Espagne
- 13 Gestion de la recherche dans les universités africaines, par Patrice Ajai-Ajagbe, ACU, RU
- 14 Evaluating Models of Doctoral Education in Africa: Context, Practices and Tools, by Michael Cross and Judy Backhouse

DOSSIER THÉMATIQUE

Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique



par Hilligje van't Land, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes, AIU (h.vantland@iau-aiu.net)



Les universités du monde entier sont les « leaders d'opinion et les dispensateurs de savoirs dans le processus de transformation structurel requis pour l'économie » (Aryeetey). Pour être à la hauteur de ces attentes, les établissements d'enseignement supérieur doivent constamment améliorer leur enseignement et leur recherche afin de produire le type de recherche requis pour favoriser l'innovation dans le monde entier. Il en est évidemment de même pour les établissements africains.

Afin de contribuer de manière significative aux débats mondiaux et s'assurer que les établissements africains produisent le type d'« experts et de leaders de solutions » dont le continent africain a besoin (Lungren), les leaders de l'enseignement supérieur sur le continent repensent actuellement les programmes doctoraux africains et leur gestion. Même si les processus de refonte et de réforme initiés au cours des vingt dernières années commencent à porter leurs fruits, ils doivent encore être poursuivis et développés davantage (Ambali, Maletse, Lima Fortes).

Afin de contribuer et stimuler le processus, l'AIU a initié le Portail www.idea-phd.net sur les **Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique (IDEA)**. Développé en partenariat avec l'Association catalane des universités publiques (ACUP), il présente des exemples d'initiatives visant au développement et une meilleure gestion des doctorats; partage des informations sur des initiatives et des projets nationaux et internationaux très divers; présente les profils des EES et dresse une liste des différentes opportunités de financement. Il dresse également une liste des événements liés à ce thème et deviendra bientôt une plateforme d'échange pour les leaders, les directeurs de programmes et les administrateurs de la recherche. La section Dossier thématique suit la même 'logique', dans le sens où elle présente une série d'articles rédigés par des experts originaire de plusieurs pays africains européens et américains, dans lesquels ils partagent leurs points de vue sur la manière d'encourager le renforcement des capacités, la réforme institutionnelle et l'innovation, abordent les principaux défis auxquels sont confrontés les établissements, en particulier en ce qui concerne l'encadrement, et examinent les besoins de financement.

Renforcement des capacités

Les EES africains s'efforcent de garantir la qualité de l'enseignement et de la recherche afin de produire le nombre d'étudiants qualifiés désireux et capables de suivre et d'achever avec succès un programme de doctorat dans un délai imparti, ce dont le continent a besoin pour répondre aux défis qu'il rencontre. Certains EES africains doivent devenir des universités de 'renommée mondiale' (Aryeetey) pour attirer les bons professeurs, chercheurs et étudiants originaires du continent et de l'étranger qui produiront conjointement le type de recherche nécessaire aux niveaux local,

régional et international. Les articles publiés dans ce numéro soulignent l'importance de réformer et restructurer davantage les programmes doctoraux, affirmant qu'ils devraient être de meilleure qualité. Les articles attirent l'attention sur les projets de recherche conduits par l'AIU, l'EUA, l'ACU et l'ACUP et par Cross et Backhouse pour permettre aux établissements de comparer, revisiter, réformer et améliorer leurs programmes doctoraux et leurs pratiques de gestion au niveau stratégique (Lundgren, Aryeetey, Lima Fortes, Sy).

Encadrement

Pour permettre aux doctorants de devenir des chercheurs qualifiés, des esprits critiques autonomes, des décideurs et des innovateurs capables de développer des questions de recherche originales, voire même de bons communicants et de vrais ambassadeurs de la recherche, ils doivent être accompagnés, formés et encadrés de manière adéquate tout au long de leurs études (Boughey et McKenna, Wainaina Mwaura). Il s'agit là d'un véritable défi car, avec la massification de l'enseignement supérieur d'une part et les capacités limitées de nombreux établissements en matière de personnel académique et administratif d'autre part, les encadrants et directeurs de thèses ne sont pas assez nombreux (voir: Wainaina Mwaura). Par ailleurs, pour que l'encadrement soit de qualité, les articles confirment qu'il est important de prêter une grande attention à la formation adéquate des formateurs et des directeurs de recherche eux-mêmes (Boughey et McKenna, Wainaina Mwaura). L'encadrement en ligne est une des solutions à l'étude (voir: Gmelch et Vilalta). Le développement approfondi de partenariats institutionnels et interinstitutionnels solides, ouverts et 'équitable' aux niveaux local, régional et international est également à l'étude (voir: Lima Fortes, Malet, Jorgensen, Aryeetey).

Le rôle du financement

Un soutien financier substantiel est évidemment essentiel. Mais le financement ne devrait pas provenir seulement de bailleurs de fonds internationaux, comme cela a été et est encore souvent le cas. Aryeetey, Ambali et Malet appellent les gouvernements à renforcer les systèmes universitaires et les établissements individuels nationaux pour assurer la pertinence de l'enseignement et de la recherche au niveau local et garantir la viabilité financière, et de ce fait, la viabilité des programmes et des systèmes d'ES dans leur ensemble (voir: Lima Fortes, Lundgren, Ajai Ajagbe, Matondi et Tibugari).

Etudes

Des exemples de plateformes d'échange proposées par des organisations internationales comme l'AIU, l'ACU, l'ACUP et l'EUA dans le but de promouvoir le dialogue et la compréhension interinstitutionnels et de contribuer à améliorer le développement de réseaux, encourager des partenariats innovants et des nouvelles collaborations, sont mis en exergue. Les articles donnent des exemples de travaux de recherche conduits en étroite collaboration avec des établissements locaux et les experts préconisent un processus de réforme innovant (Ambali, Wainaina Mwaura, ACUP, ACU par exemple). Un certain nombre de nouveaux projets sont également présentés (ACU, IAU, ACUP, Cross et Backhouse).

Si vous souhaitez contribuer aux discussions et améliorer le portail, vous pouvez consulter le site Internet suivant: www.iau-aiu.net/content/doctoral-programmes ou contacter l'AIU à l'adresse suivante: h.vantland@iau-aiu.net.

01 Restructuration des programmes doctoraux à l'Université du Ghana



par **Ernest Aryeetey**, Vice-chancelier,
Université du Ghana
(aryeetey@ug.edu.gh)



L'Université du Ghana a récemment entamé un processus de refonte en vue de mieux répondre aux besoins de la société et devenir compétitif sur la scène internationale. L'objectif est de devenir une université de classe mondiale. L'Université, qui est une université publique, négocie actuellement avec les autorités en charge de l'éducation au Ghana pour être classée en tant qu'université de recherche. La nécessité de devenir une université de recherche s'explique par l'urgence de devenir un leader d'opinion et un fournisseur de connaissances dans le cadre du processus de transformation structurelle de l'économie. Une bonne université de recherche doit obligatoirement se doter d'un programme de formation de qualité.

Programme de doctorat actuel

Le programme de doctorat en 3 ans, en place à l'Université du Ghana depuis plusieurs décennies, est généralement décrit comme étant basé uniquement sur la recherche. Il est assez similaire à ce qui se fait dans la plupart des universités du Royaume-Uni depuis de nombreuses années. Il est relativement informel dans la mesure où les conditions d'obtention du diplôme sont très générales, et comprennent très peu d'indications sur les capacités habituellement attendues des candidats au doctorat. En raison de sa structure limitée, les étudiants dotés de peu d'expérience dans la recherche ont généralement beaucoup de difficultés à terminer leur doctorat dans les temps. Ces dix dernières années, 12 personnes en moyenne ont obtenu leur diplôme de doctorat chaque année.

Nouveau programme de doctorat

Le nouveau programme vise à préparer un plus grand nombre d'étudiants à entreprendre des travaux de recherche rigoureux et indépendants en utilisant les meilleures méthodes proposées dans une variété de disciplines. Il cherche à montrer aux étudiants comment appliquer et tester les connaissances qu'ils ont acquises de façon rigoureuse, en prenant en compte les critères internationaux et locaux. Le nouveau programme, qui démarrera en août 2013, cherche à imposer une structure clairement déterminée sur ce qu'un doctorant doit être capable de faire.

L'une des différences majeures par rapport à l'ancien programme est que tous les programmes doctoraux doivent désormais être achevés en quatre ans minimum. La première

année, les étudiants doivent suivre des cours et réussir des examens avant de pouvoir entreprendre leur recherche. Les cours se concentreront principalement sur des concepts et des méthodes de recherche modernes, et adopteront les approches pédagogiques les plus appropriées. Ceci sera comparable à ce que l'on peut trouver dans de nombreuses universités nord-américaines par exemple.

La deuxième année du programme, les étudiants devront s'engager dans une formation pratique en matière de recherche. Ceci est une nouveauté propre au Ghana. Durant cette année, les doctorants devront rejoindre des équipes et des projets de recherche dans le but d'organiser et mener des travaux de recherche. Par ce biais, les étudiants entameront une période « d'apprentissage » avec leurs professeurs et d'autres chercheurs expérimentés afin de développer leurs compétences en matière de recherche. Les résultats de leurs contributions aux différents projets seront présentés lors de séminaires et évalués en vue de l'obtention de leur diplôme. Les deux dernières années du nouveau programme de doctorat sont consacrées à la rédaction d'une thèse.

Internationalisation et partenariats

L'Université du Ghana reconnaît la nécessité d'asseoir dès le départ la crédibilité et la respectabilité de ces nouveaux programmes de doctorat. Bien qu'il soit prévu d'augmenter considérablement le nombre d'admissions aux programmes de doctorat, ceci ne sera pas fait au détriment de la qualité des programmes. Tous les départements ou unités gérant ces programmes devront prouver qu'ils ont les ressources humaines – ou autres – nécessaires pour gérer un programme de qualité. Des partenariats avec des universités bien établies dans d'autres régions sont développés afin de garantir que l'enseignement et l'encadrement des étudiants soient assurés par des universitaires locaux et internationaux hautement qualifiés et très compétents. Plusieurs universités européennes et nord-américaines de qualité ont accepté de s'associer à l'Université du Ghana dans cette entreprise.

Les programmes doctoraux de l'Université du Ghana devraient être ouverts aux étudiants internationaux. Les nouveaux programmes cherchent à attirer des étudiants originaires d'autres pays africains ainsi que d'Europe, d'Asie et des Amériques. L'idée est d'offrir aux étudiants autant de formations, de conseils et d'opportunités qu'en Europe ou en Amérique. Dans le cadre de ce dispositif, il est prévu, dans la mesure du possible, que les étudiants passent une partie de leur période de formation dans d'autres établissements de classe internationale afin de les familiariser au mieux aux normes internationales.

Il est incontestable que les efforts de développement qui ne s'accompagnent pas d'une stratégie de recherche s'apparenteront au final à un exercice futile. Ceci est confirmé par le rapport du 'Committee of Deans of Postgraduate Schools' (CDPGS) des universités nigérianes en 2012 qui « contrairement aux grandes puissances économiques mondiales qui consacrent au moins 5% de leur PIB à la recherche, le Nigéria n'en consacre que 0,09% ». Dans ce contexte, le besoin de redynamiser la recherche et de révolutionner le programme de doctorat est considéré comme une nécessité urgente, et le Nigéria ne peut pas se permettre d'être laissé à l'écart.

Afin de répondre à cette nécessité, les universités nigérianes se sont engagées ces dernières années dans un certain nombre d'initiatives en vue de remédier à la situation. L'Université d'Ilorin, classée meilleure université du Nigéria, a montré la voie dans ce domaine en supprimant en 2007 une obligation qui imposait à son personnel académique de passer au minimum une période de deux ans au sein de l'Université avant de pouvoir poursuivre ses études, en particulier un doctorat. Chaque membre du personnel académique est depuis encouragé et motivé à poursuivre sa recherche doctorale n'importe où dans le monde sans même avoir à passer un jour en classe.

A l'époque, peu de gens voyaient d'un bon œil la mise en œuvre d'une telle stratégie car il était considéré étrange dans certains milieux que l'Université forme des individus dépourvus d'expérience dans le domaine de l'enseignement. Ce que les gens ne réalisaient pas à ce moment-là est qu'un enseignement de qualité est par nature encouragé par la recherche, déterminé par la recherche et orienté par la recherche. En d'autres termes, c'est la recherche qui donne sa crédibilité et sa vitalité à l'enseignement, et une stratégie visant à améliorer l'enseignement consiste à former le personnel académique et à lui délivrer des diplômes de meilleure qualité.

Les avantages de cette initiative ont pris forme quelques années plus tard ; ainsi, en 2012, la Commission réglementaire nationale des universités a déclaré que le personnel de l'Université d'Ilorin figurait parmi les meilleurs du Nigéria. En effet, plus de 60% de son personnel académique possédaient la qualification universitaire la plus haute ou étaient titulaires d'un doctorat. De nombreuses universités ont suivi une voie similaire quand il est apparu évident que sans investissement dans la recherche au niveau postuniversitaire, la quête du développement resterait une illusion.

Tout en encourageant la formation postuniversitaire à l'étranger, les universités nigérianes, en particulier l'Université d'Ilorin, renforcent également les capacités de la formation doctorale sur place. Dans ce qui a été considéré comme la « révolution du doctorat » (*Unilorin Bulletin*, 28 janvier 2013, p.3), l'Université a exploité diverses opportunités qu'elle a délibérément encouragées pour redynamiser ses programmes doctoraux. L'Université a ainsi accueilli un séminaire d'étude et de recherche proposé par l'Association Internationale des Universités (AIU) sur le thème « Le changement de nature des programmes doctoraux en Afrique subsaharienne » en 2010 auquel de nombreuses universités nigérianes ont participé, en plus des six établissements pilotes issus du Kenya, du Sénégal, du Cameroun, de la République du Bénin et du Nigéria (représenté par l'université hôte).

02 L'orientation de la recherche doctorale au Nigéria



par **Abdul Ganiyu Ambali**, Vice-chancelier,
Université d'Ilorin, Ilorin,
Nigéria
(aambali076@yahoo.com)



L'étude comparative interuniversitaire tirée du projet de l'AIU a conduit l'Université à constater que même si l'initiative vient de 'décoller', elle vole dans la bonne direction et gagne en altitude. Le séminaire 2010 de l'AIU a été complété par une retraite académique et un développement des didacticiens et de l'encadrement de la recherche postuniversitaire que l'Université a organisés dans une autre université du 14 au 18 août 2011; l'objectif était de définir un cadre global en vue d'améliorer la qualité et la quantité des programmes doctoraux. L'Université a également participé activement au séminaire intitulé « Approches innovantes en matière d'éducation et de formation doctorales en Afrique subsaharienne », organisé conjointement par l'AIU et l'Association catalane des universités publiques (ACUP) du 11 au 13 juillet 2012 à Addis Abeba, Ethiopie.

A travers les bénéfiques et les nouveaux éclairages tirés de ces rencontres, l'Université a pu combiner sa vision pertinente favorisant la compétitivité mondiale de ses programmes doctoraux avec la volonté de les maintenir à niveau. Le résultat est impressionnant, l'Université étant devenu aujourd'hui un véritable pôle de recherche et formation doctorales. En 2007, l'Université comptait 19 titulaires de doctorat; le nombre est passé à 38 en 2008, 80 en 2009 et 83 en 2010. Ce nombre est redescendu à 72 en 2011 et a de nouveau augmenté en 2012 pour atteindre 83 titulaires de doctorat.

03 Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique: une voie vers le développement économique et la transformation sociale



par **Leapetswe Malete**, Professeur Associé & Directeur du Bureau de l'éducation et des partenariats internationaux, Université du Botswana, Gaborone, Botswana (maletel@mopipi.ub.bw)



La nécessité d'adopter des approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique est plus que jamais d'actualité. Ceci apparaît d'autant plus important dans le contexte d'un paysage économique mondial en constante évolution et d'une concurrence accrue en termes de ressources. Le potentiel de développement de l'Afrique réside dans la capacité du continent à exploiter ses ressources considérables afin de pouvoir construire des économies de la connaissance. Ceci devrait améliorer la contribution de l'Afrique au débat économique mondial. Sans plans délibérés visant à renforcer les capacités et la qualité de la formation doctorale, la croissance de l'enseignement supérieur africain stagnera, et l'Afrique continuera d'avoir des résultats médiocres dans de nombreux indicateurs de développement clés. Mais la plupart des établissements d'enseignement supérieur et des responsables politiques africains doivent s'assurer que l'enseignement

postuniversitaire fasse partie du débat sur le développement économique et la transformation sociale.

La formation à l'étranger a des avantages significatifs car elle offre des perspectives mondiales particulièrement bienvenues. En revanche, si elle devient trop courante, elle peut nuire à la croissance, à l'accès et à la participation à l'enseignement tertiaire au niveau national. Elle est la cause de la fuite des cerveaux africains. La pertinence de la formation acquise à l'étranger pour répondre aux défis spécifiques de l'Afrique en matière de développement est sujette à controverse, en particulier au vu du nombre de leaders africains formés à l'étranger et l'ampleur des problèmes du continent. L'amélioration de la formation doctorale sur place devrait renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur. Ceci aura des répercussions à tous les niveaux d'éducation et dans les autres secteurs de l'économie. Pour que cela se produise, la créativité et l'innovation institutionnelles doivent être encouragées.

Les quelques exemples d'approches innovantes en matière de formation postuniversitaire en Afrique sont très prometteurs sur les questions de l'accès, du renforcement des capacités et du partage des ressources. Les programmes de Master auxquels l'Université du Botswana participe utilisent ces approches comme des ateliers ciblés sur des thèmes généraux et la rédaction de thèses. Il s'agit du Master en Pratique de développement et du Consortium pour la recherche économique en Afrique. Aux fins de cette discussion, les programmes doctoraux notables sont: le programme DoLinks, financé par l'Union européenne; le Programme de développement du leadership pour la réforme institutionnelle dans l'enseignement supérieur de l'AIU (LEADHER), soutenu par l'Agence suédoise de coopération au développement international (SAREC/Sida); l'University Science, Humanities and Engineering Partnerships in Africa (USHEPiA), soutenu par plusieurs organismes donateurs, dont la Fondation Rockefeller, la Carnegie Corporation, la Fondation Coca Cola, la Fondation Ridgefield et la Fondation Andrew W. Mellon; et le Partnership for Africa's Next Generation of Academics (PANGeA).

Les principaux objectifs des programmes DoLinks et LEADHER étaient de faciliter le partage de connaissances entre les groupes des responsables universitaires, des candidats au doctorat et des chercheurs en début de carrière originaires d'Europe et d'Afrique. L'attention s'est portée sur les approches innovantes en matière de formation doctorale, le renforcement des capacités de recherche à travers des partenariats et la contextualisation des défis mondiaux. Les deux programmes ont encouragé un idéal à travers lequel la combinaison de diverses perspectives et visions du monde pourrait contribuer à répondre aux défis mondiaux, en particulier dans le cadre de ressources limitées. Le programme de mobilité académique intra-ACP soutenu par l'UE encourage le même idéal. Les établissements africains devraient s'adapter à cette approche pour renforcer la formation doctorale, et ce même en l'absence de soutien des établissements des pays développés. Ceci devrait améliorer la qualité et le partage des ressources tout en créant des opportunités pour des programmes conjoints, une coopération régionale solide et une compréhension internationale.

Les programmes USHEPiA et PANGeA, dirigés par l'Université du Cap et l'Université de Stellenbosch respectivement,

s'inscrivent dans le même idéal décrit ci-dessus et font partie des quelques programmes conçus en Afrique. Ils sont visionnaires et très innovants dans le sens où ils cherchent à accroître le financement des organismes donateurs en vue de soutenir les études doctorales à temps plein de membres du personnel issus d'universités partenaires dans une université africaine. Les partenariats sont bien répartis au niveau régional.

Les bourses octroyées via ces programmes sont significatives, en particulier au vu des ressources limitées. Ceci permet également de renforcer considérablement les capacités de la formation postuniversitaire de l'établissement hôte. Ceci est le cas du programme USHEPiA qui existe depuis plus de 15 ans. L'enseignement supérieur africain a besoin de ce type d'exemples. La principale faiblesse du programme USHEPiA est qu'il propose des programmes à un seul établissement en fonction du niveau de soutien des donateurs et de l'effet multiplicateur éventuel de la formation 'multi-site' sur les capacités de l'enseignement supérieur dans d'autres établissements partenaires. L'approche soulève également des questions d'équité concernant la mise en œuvre de partenariats multilatéraux. Le programme PANGeA a dû faire face au départ à certains défis et veille aujourd'hui à ce que l'équité et la réciprocité soient au centre de la mise en œuvre du programme. En conclusion, la réussite de l'enseignement supérieur africain dépendra largement d'approches innovantes ciblées et d'un engagement dans le développement d'une formation doctorale de grande qualité à la fois aux niveaux national et régional. Afin d'atteindre cet objectif, les établissements, en collaboration avec les responsables politiques, pourraient prendre les mesures suivantes :

1. Consacrer des ressources internes au développement de la formation doctorale afin de soutenir les bourses, la recherche, les infrastructures de recherche et les mesures incitatives destinées aux enseignants.
2. Etablir des partenariats de collaboration solides avec l'industrie pour faciliter le transfert des compétences et le financement.
3. Etablir des partenariats régionaux et internationaux intelligents pour faciliter l'échange d'étudiants et de personnel, favoriser le développement de la recherche et des programmes, et encourager la mobilisation des ressources.
4. S'assurer que la réciprocité, le respect et l'équité soient au cœur des partenariats internationaux.
5. Etre proactif dans le développement des besoins de la formation doctorale et utiliser des modèles qui soient pertinents dans le contexte africain.
6. Procéder à l'évaluation continue de la qualité et de la pertinence des programmes, et des possibles perspectives de carrière des doctorants.
7. Promouvoir la créativité et l'esprit d'entreprise dans le développement et l'exécution des programmes.

04 Programmes de recherche et de doctorat en Afrique : le besoin de véritables approches



par **Paulino Lima Fortes**,
Professeur de mathématiques, Université du Cap-Vert (Paulino.fortes@docente.unicv.edu.cv)



Les données de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur et la science dans le monde montrent qu'il existe un déséquilibre en termes de conditions de recherche lorsque l'on compare les pays d'Afrique subsaharienne avec les pays européens, asiatiques et d'Amérique du Nord. Ce déséquilibre n'a pas de résolution immédiate mais des stratégies à moyen et long terme doivent être développées en vue de répondre aux enjeux. Dans cette ère de mondialisation, le besoin d'équilibres est devenu l'un des principaux objectifs des politiques mondiales et locales en vue de favoriser le développement harmonieux de l'humanité.

Les programmes de doctorat en Afrique visent à former les chefs de file, hommes et femmes, de la recherche, du développement et de l'innovation (R + D + I) comme moyen de garantir le développement durable. Bien que le *Rapport sur le développement humain 2013* (PNUD 2013) présente une réelle progression du Sud, 33 des 42 pays dont le développement humain est très faible sont situés en Afrique subsaharienne.

Y-a-t-il une recherche spécifique en Afrique ?

L'Afrique subsaharienne a beaucoup de spécificités : (a) faible indice de développement humain (0, 475 selon le PNUD 2013) – qui indique un faible niveau d'instruction, des soins de santé de mauvaise qualité, une inégalité hommes-femmes ; (b) Existence de vastes ressources naturelles et territoires inexploités ; (c) Niches socioculturelles méconnues ; (d) Population très jeune.

L'espoir de l'Afrique en matière de développement durable réside dans les systèmes de recherche et d'enseignement supérieur. Pour que la recherche contribue au développement durable et à l'innovation en Afrique subsaharienne, elle doit être enracinée au niveau local, ce qui devrait permettre de définir les bases et d'affiner la recherche. Au-delà de la base de connaissances universelles, la recherche en amont devrait prendre en compte les éléments suivants : (a) Connaissances scientifiques et culturelles locales ; (b) Conditions de travail et disponibilité des chercheurs (généralement de très mauvaise qualité en raison de leur charge de travail importante en classe, de bas salaires, de familles nombreuses) ; (c) Moyens de communication locaux (généralement insuffisants). La recherche en aval devrait viser : (a) Les populations locales et le pays, la région et le continent ; (b) Les capacités et l'activité humaines et les applications industrielles (dont l'artisanat), avec la volonté de résoudre les problèmes socio-économiques ; (c) La contribution au progrès social de l'humanité dans son ensemble.

Y aura-t-il un jour une science africaine ?

La science est un savoir partagé et accepté par les pairs. Qui sont les experts et les pairs africains ? Y aura-t-il un jour une science africaine ?

En raison d'une recherche inexploitée en Afrique, les scientifiques du continent se tournent vers des pairs dans les pays développés du Nord. Cette parité a tendance à être

déficiente car elle concerne uniquement les caractéristiques de la science, de la technologie et de la recherche qui prédominent dans les pays développés du Nord. Il est peu probable que ceci favorise le développement durable et l'innovation en Afrique. D'où le besoin pour les scientifiques africains de créer un réseau africain de pairs et d'encourager la « validation africaine de la connaissance ». L'établissement de partenariats multilatéraux entre les universités, la mobilité entre les scientifiques africains et la création de programmes doctoraux et post-doctoraux communs sont des stratégies qui contribueront au final à consolider la science africaine.

Éléments fondamentaux des programmes doctoraux en Afrique

Les programmes doctoraux innovants en Afrique devraient être basés sur la production de personnel capable de diriger des programmes de recherche qui visent au développement et à l'innovation en prenant en compte les réalités africaines, c'est-à-dire considérer les spécificités de l'Afrique. Les programmes doctoraux innovants devraient également initier des parités scientifiques et technologiques sud-sud pour valider les connaissances produites dans le Sud. Cette stratégie, en plus de contribuer directement à réduire la fuite des cerveaux, permet de contrebalancer les normes européennes, américaines ou asiatiques avec des normes africaines de qualité égale. Des programmes doctoraux solides permettant de responsabiliser la science et les scientifiques dans le Sud présentent également des avantages pour les scientifiques du Nord car cela permet d'aborder des thèmes de recherche africains très différents mais aussi enrichissants et utiles pour le Nord. Un système scientifique africain solide est une nécessité mondiale.

Quid du financement de la science africaine ?

La parité africaine génère des coûts pour les Africains. Il existe plusieurs réseaux d'universités, réseaux thématiques et réseaux d'académies africains, dont la plupart sont financés par des organisations internationales et du Nord et par des agences nordiques. Quelques pays africains financent des systèmes de recherche sur une base continue, en consacrant un pourcentage fixe de leur PIB. La parité exige de la communication et de la mobilité. Tant qu'il sera plus facile pour un chercheur africain d'obtenir un financement pour quitter l'Afrique et rejoindre ensuite un autre pays africain, la parité africaine ne sera pas atteinte. Par ailleurs, étant donné qu'il est plus facile pour un Africain d'obtenir une bourse doctorale pour des pays non africains puis pour des pays africains, le nombre critique de chercheurs scientifiques ayant des racines culturelles africaines, nécessaires pour un nouvel ordre mondial, ne sera pas atteint. Il est essentiel voire même crucial de changer cette dynamique ; créer un réseau d'enseignement supérieur, de science et d'innovation solide en Afrique est essentiel pour tous et nécessitera des gouvernements africains qu'ils s'engagent à assurer le financement adéquat nécessaire.

05 Répondre aux défis liés aux nouveaux besoins dans la

formation postuniversitaire et la formation à la recherche : Le cas de l'Université Kenyatta



par **Michael Wainaina Mwaura**,
Doyen Associé, Graduate
School, Université Kenyatta,
Kenya ([wainainamike@
yahoo.com](mailto:wainainamike@yahoo.com))



L'Université

L'Université Kenyatta est la deuxième université publique du Kenya. Elle a été fondée en 1965 lorsque le gouvernement britannique a cédé les 'Templar Barracks' (casernes militaires de l'époque coloniale) au nouveau gouvernement du Kenya. Les casernes ont été transformées en collège, alors connu sous le nom de Collège Kenyatta et qui est devenu par la suite l'Université Kenyatta, délivrant aujourd'hui des certificats et des diplômes dans des disciplines allant de la médecine à l'éducation en passant par le droit, l'ingénierie, les sciences pures et appliquées, les sciences humaines et les sciences sociales.

Objectifs et cible de la formation postuniversitaire

Dans son plan et sa vision stratégiques 2005 – 2015, l'Université Kenyatta a identifié l'augmentation des étudiants et des programmes postuniversitaires comme l'un de ses objectifs stratégiques dans le domaine prioritaire de l'enseignement et de l'apprentissage. Par ailleurs, afin d'améliorer l'enseignement, l'apprentissage et la recherche, l'Université a identifié l'augmentation du personnel titulaire d'un doctorat comme l'une des stratégies à appliquer. Afin de créer un cadre institutionnel qui soutienne et facilite ces objectifs, l'Université a établi la Graduate School qui joue un rôle administratif, consultatif et de surveillance dans l'exécution de son mandat en vue d'atteindre ces objectifs.

En partie dû au rôle joué par la Graduate School et l'expansion de l'Université à travers la hausse du nombre de facultés (de 6 en 2006 à 14 en 2013) et de programmes, un meilleur accès via la diversification des offres universitaires (allant du modèle résidentiel standard à la formation continue dispensée à travers les programmes institutionnels en passant par l'apprentissage en ligne ouvert et à distance), l'objectif stratégique consistant à accroître le nombre d'étudiants postuniversitaires a été atteint avec plus de 7 147 étudiants actuellement inscrits dans différents programmes de Master au sein de l'Université. Par ailleurs, 314 doctorants sont actuellement inscrits. En ce qui concerne l'augmentation du personnel enseignant titulaire d'un doctorat, leur nombre est passé de 30% à 55% au cours des six dernières années, l'objectif de l'Université étant d'atteindre le pourcentage de 70% au cours des trois prochaines années.

L'Université a notamment délivré 300 diplômes de doctorat au cours des sept dernières années. Cette expansion rapide s'est accompagnée de certains défis en termes d'encadrement.

Défis en matière d'encadrement et solutions proposées

L'expansion rapide des programmes de l'Université a mis une certaine pression sur le personnel d'encadrement. La politique de l'Université en matière d'encadrement stipule que seul le personnel titulaire d'un doctorat peut encadrer les étudiants de Master et les doctorants, et que les étudiants de Master doivent être encadrés par deux directeurs de recherche au maximum (le Conseil de la Graduate School peut approuver un troisième directeur de recherche dans des circonstances spécifiques) et trois directeurs de recherche au maximum pour les doctorants. Avec la pléthore d'étudiants postuniversitaires, les départements d'enseignement considèrent qu'il est de plus en plus difficile de répondre à cette exigence. L'Université a donc adopté des mesures d'intervention pour répondre à ce défi. La Graduate School a développé et adopté une politique sur l'encadrement en ligne. Cette politique est censée tirer parti des compétences qui existent en dehors de l'Université en matière d'encadrement. Avec cette politique, les départements sont autorisés à identifier des directeurs de recherche potentiels dans d'autres universités pour qu'ils assurent l'encadrement en ligne des étudiants postuniversitaires de l'Université Kenyatta. La mise en œuvre de cette politique nécessite néanmoins la création d'une base de données de directeurs de recherche potentiels issus d'autres établissements. Pour assurer la mise en œuvre réussie de cette politique, la Graduate School se tourne vers des organisations et des établissements d'enseignement supérieur régionaux et internationaux comme l'AIU afin de créer une base de données de directeurs de recherche dans différentes disciplines à partir de laquelle les départements pourront choisir.

Un autre défi en matière d'encadrement concerne les directeurs de recherche «débutants» en raison de la pression mise sur les nouveaux titulaires de doctorat. En raison du besoin d'accroître le nombre de directeurs de recherche, les départements s'empressent de confier l'encadrement à des étudiants fraîchement diplômés. La Graduate School ne voit pas d'inconvénient à ce que ces étudiants fraîchement diplômés aient besoin d'une période d'apprentissage pour devenir des directeurs de recherche compétents. Par le passé, la Graduate School proposait des orientations à ces nouveaux diplômés. Il devient néanmoins de plus en plus clair qu'il reste encore beaucoup à faire, surtout dans le domaine politique, car la décision de savoir qui doit encadrer et quand a largement été laissée à l'appréciation des départements d'enseignement. La Graduate School a donc préparé un document politique sur l'encadrement en vue de s'assurer que les nouveaux titulaires de doctorat bénéficient d'une formation et d'un soutien suffisants pour développer leurs compétences avant de devoir assumer des responsabilités importantes.

Au vu de l'évolution du paysage de l'enseignement et de la formation postuniversitaires, les établissements sont obligés d'adopter de nouvelles politiques, pratiques, etc. L'Université Kenyatta a su s'adapter à ce nouvel environnement à travers ses structures et ses politiques institutionnelles. La Graduate School a joué un rôle majeur pour guider l'Université dans ce domaine à travers l'administration, la formulation de politiques, la mobilisation des ressources et la création de réseaux.

06 Formation doctorale innovante : La base du renouveau de l'enseignement supérieur au Zimbabwe



par **Gospell Matondi** et **Handsen Tibugari**,
Women's University in
Africa, Harare, Zimbabwe
(gospellmatondi@gmail.com
et handsentibugari@gmail.com)



Introduction

L'accès à l'éducation de qualité est une composante cruciale qui peut favoriser le développement économique. Au moment de l'indépendance, l'éducation a été déclarée comme un droit humain fondamental au Zimbabwe et un système non racial (SACMEQ, 2010)¹. Les progrès réalisés dans le secteur de l'éducation dans les années 1980 et 1990 ont connu un ralentissement durant la décennie de crise socio-économique qu'a connue le Zimbabwe. La formation doctorale dans le pays s'en est trouvée fortement affectée. Le présent article aborde les stratégies innovantes possibles qui pourraient être adoptées dans l'offre de formation doctorale de manière à régénérer l'enseignement supérieur et à relancer l'économie dans son ensemble.

Chetsanga (2010) a déclaré que le Zimbabwe Council on Higher Education (ZIMCHE) était préoccupé par l'impact négatif du taux élevé de vacance de postes dans les universités publiques. Le problème n'est pas limité uniquement aux universités publiques. La Women's University in Africa (WUA) a été créée en 2002, au moment où la crise socio-économique s'intensifiait; il est alors devenu très difficile d'attirer et de retenir un personnel qualifié, plus encore les titulaires de doctorat. Gurira (2011)² a noté que le principal défi auquel l'enseignement supérieur au Zimbabwe était confronté est comment dispenser une éducation de qualité.

Statut de la formation doctorale au Zimbabwe

Depuis 2009, l'économie zimbabwéenne est sur la voie du redressement socio-économique et politique, suite à la formation du gouvernement d'unité nationale. Cependant, les défis du passé persistent toujours. Teferra (2000)³ a observé qu'en dépit de quelques réussites économiques et sociales, la plupart des pays africains font face à de graves difficultés économiques de sorte qu'il est difficile pour les universitaires de rentrer chez eux. La plupart des étudiants qui souhaitent suivre

1. Chetsanga C. (2010) CARA/IOM Rapport Zimbabwe Higher Education Initiative 'Consultation Findings'.

2. Gurira G.T. (2011) Stratégies de financement. Zimbabwe Council For Higher Education.

3. Teferra D. (2000) 'Revisiting the doctrine of human capital mobility in the information age'. Conférence régionale sur la fuite des cerveaux et le renforcement des capacités en Afrique, 22-24 février 2000, Addis Abeba, Ethiopie.

une formation doctorale poursuivent leurs études en dehors du Zimbabwe et principalement dans des universités sud-africaines.

Les défis qui poussent les étudiants à quitter le Zimbabwe pour suivre une formation doctorale sont les suivants :

- *Fuite des cerveaux impliquant les universitaires qualifiés et expérimentés.* CARA/IOM (2010) a noté que l'enseignement supérieur au Zimbabwe avait été gravement touché par la fuite des cerveaux impliquant des professionnels hautement qualifiés et expérimentés ;
- *Manque d'infrastructures pour soutenir la recherche doctorale, notamment dans les sciences naturelles ;* Le Ministère de l'Enseignement supérieur et tertiaire de la République du Zimbabwe (2009)⁴ a noté que la majorité des infrastructures, des installations et des équipements étaient délabrés.
- *Manque de moyens financiers locaux pour financer la recherche.* Selon MacGregor (2010)⁵, les fonds sont insuffisants pour acheter du matériel pédagogique et didactique moderne.

Il est crucial de disposer d'une politique d'orientation nationale en vue de promouvoir la formation doctorale dans le pays et répondre aux contraintes existantes. Des efforts devraient être consentis pour mobiliser les ressources du secteur privé, notamment les entreprises qui bénéficient directement de l'exploitation des vastes ressources minérales du pays. L'Etat finance uniquement les universités publiques mais les universités privées contribuent également au développement national. Ce point doit être pris en compte.

Programme de bourses doctorales de la WUA

La Women's University in Africa (WUA) a développé sa propre stratégie en vue de favoriser la formation doctorale et accroître le nombre d'enseignants, en partenariat avec l'*African Capacity Building Foundation* (ACBF). L'université recrute des enseignants titulaires d'un Master pour donner des cours dans différentes disciplines et être susceptibles de suivre des études doctorales localement dans la région de la *Southern African Development Community* (SADC).

La participation au programme prend en compte la parité hommes/femmes. L'ACBF allouera des fonds au candidat retenu pour couvrir les frais d'inscription, de déplacement et de subsistance ainsi que la recherche. Le personnel de la WUA peut également avoir accès aux mêmes moyens mais doit avoir travaillé au sein de l'université pendant au moins deux ans. La WUA renforce les capacités des doctorants à travers des ateliers de renforcement des capacités et l'organisation régulière de séminaires destinés aux étudiants.

A la fin de l'année, la WUA comptera au moins 25 doctorants dans le cadre de ce programme, huit d'entre eux ayant déjà débuté leurs études. Au terme du programme, les membres du personnel devront travailler au sein de la WUA en tant que

membres du personnel académique pendant au moins la moitié de la durée de leurs études, avec la possibilité d'obtenir une titularisation.

Conclusion

Alors que nous nous efforçons de revitaliser la formation doctorale au Zimbabwe, et en Afrique au sens large, il est crucial de garder à l'esprit que les universités sont fondamentales pour le développement de toute nation, à travers le développement d'une main d'œuvre hautement qualifiée et le transfert de technologies. La qualité de l'enseignement supérieur dépend notamment des facteurs suivants : la qualité du personnel, les infrastructures et les activités de recherche. En termes de qualité du personnel, les titulaires d'un doctorat sont mieux armés pour enseigner et mener des travaux de recherche. Au niveau national, il est nécessaire de disposer d'une politique qui vise à revitaliser la formation doctorale localement. Le soutien budgétaire national devrait être élargi aux universités privées, et la mobilisation des moyens destinés à la formation doctorale doit trouver sa source dans les vastes ressources naturelles du pays.

07 Réformes innovantes pour le doctorat et la mobilité à l'UGB



par **Mamadou Sy**, Directeur de la Recherche, de l'Innovation et de la Coopération Scientifiques, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal
(mamadou.sy@ugb.edu.sn)



Depuis plus de cinq ans l'université Gaston Berger s'est attelée à changer ses programmes pour adopter, à des rythmes différents selon les différentes Unités de formation et de recherche (UFR), le système LMD. La rentrée 2012/2013 marque la fin du basculement dans le système au niveau de la licence. Ce changement de système s'est fait dans le cadre du Réseau pour l'excellence de l'Enseignement Supérieur en Afrique de l'Ouest (REESA0). Six semestres sont prévus pour le doctorat.

Avec l'absence d'un texte national sur le **système LMD** et particulièrement pour la mise en place des écoles doctorales, l'UGB a anticipé en mettant en place son propre texte pour une gestion plus efficace du doctorat. L'Option choisie était de créer deux écoles doctorales inter UFRs. Sur la base de ce texte, une élection des directeurs des deux écoles doctorales a eu lieu le 27 juin 2012.

Avec la signature du décret sur le doctorat le 12 octobre 2012, la direction de la recherche de l'innovation et de la coopération scientifiques et le conseil scientifique sont entrain de tout mettre en œuvre pour l'application du nouveau décret particulièrement son article 13 qui fixe la composition du Conseil Scientifique et Pédagogique qui doit comprendre 20 à 30 membres et au sein duquel sera élu le directeur de chaque école doctorale.

4. Ministère de l'Enseignement supérieur et tertiaire de la République du Zimbabwe (2009) Etude de référence sur le statut du développement du capital humain et les instituts de formation au Zimbabwe. Données de référence et informations statistiques, analyse de la situation.

5. MacGregor K (2010) ZIMBABWE: Region commits to rebuilding universities. University World News 09 May, Issue: 0053.

Un texte qui encadre la création de laboratoire et un autre sur les instituts de recherche sont en cours d'adoption en attendant un cadrage au niveau national. Ceci dans le but d'éviter l'atomisation des laboratoires résultant du fait que chaque enseignant habilité à diriger les recherches, sans masse critique de collaborateurs, a tendance à en créer.

Pour que toutes ces structures soient fonctionnelles, les autorités de l'UGB souhaitent créer une maison de la recherche qui permettrait la mise en synergie des ressources et une meilleure fonctionnalité.

Le taux d'encadrement est très faible (1 encadreur pour 15 étudiants en 2011-2012). Pour faire face à ce déficit d'enseignants habilités à encadrer (41 en 2011-2012) et pour atteindre la masse critique dans chacun des domaines, avec un nombre de doctorants très élevés (615 pour l'année 2011-2012), depuis plusieurs années, par le biais de l'agence universitaire de la francophonie, la coopération française, les différentes UFRs reçoivent des professeurs invités pour dispenser des cours de niveau Master II et assurer un encadrement ou co-encadrement à travers des conventions de cotutelle de thèse.

Depuis l'année universitaire 2011-2012, à travers la Contribution de l'Étudiant à sa Formation (35 000 Fcfa pour une inscription au doctorat au lieu des 4340 Fcfa traditionnels) **l'université finance les mobilités des étudiants doctorants** et appuie les formations doctorales.

Le programme d'appui à la promotion du personnel d'enseignement et de recherche (**PA2PER**) est un autre mécanisme d'appui à la mobilité des enseignants chercheurs. Particulièrement pour des recherches doctorales ou/et l'habilitation.

Au niveau national, sous l'égide du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, une concertation nationale s'est tenue du 06 au 09 avril 2013. Soixante-dix-huit recommandations ont été faites. Celles qui suivent ont retenu mon attention et me semblent plus pertinentes pour impulser et dynamiser la recherche et l'innovation. Il s'agit de:

- Adopter une loi d'orientation de la recherche et de l'innovation.
- Créer un Conseil national de la recherche et de l'innovation.
- Remplacer le Fonds d'impulsion de la recherche scientifique et technique (FIRST) par un Fonds national de la recherche et de l'innovation (FNRI).
- Elaborer des plans stratégiques de la recherche et de l'innovation.
- Mettre en place un statut d'enseignant-chercheur.
- Optimiser le fonctionnement des Ecoles doctorales.
- Mettre en place un statut de Professeur Émérite.
- Créer des cadres de partenariat public privé en faveur de l'innovation et de la recherche.
- Intensifier la coopération scientifique nationale, régionale et internationale.
- Travailler à la création de Réseaux Africains pour le Développement des Sciences, Technologies et Innovations (RADSTI).

J'ose espérer que les directives du conseil présidentiel qui est prévu après ces assises, mettront la recherche au centre des politiques publiques et non une recherche destinée uniquement pour la promotion au niveau universitaire.

08 Améliorer l'encadrement de la formation doctorale dans un système d'enseignement supérieur diversifié



par **Chrissie Boughey** et **Sioux McKenna**, Rhodes University, Afrique du Sud
(C.Boughey@ru.ac.za)



Depuis 1994, l'enseignement supérieur sud-africain souligne la nécessité de transformer le système de l'apartheid fragmenté et inégalitaire en un système cohérent qui profiterait de la même manière à tous les Sud-africains. En dépit du travail considérable réalisé dans le développement et la mise en œuvre de politiques depuis cette époque, beaucoup de ces anciens clivages demeurent, l'un d'entre eux étant la capacité à conduire des travaux de recherche.

Un petit nombre d'universités continue de produire la grande majorité des résultats de recherche. Ces universités (Le Cap, Stellenbosch, le Witwatersrand, Pretoria et KwaZulu-Natal) produisent plus de 60% des articles publiés dans des revues accréditées. Les trois universités les plus productives au prorata de la population sont Le Cap, Stellenbosch et Rhodes. Il s'agit également des universités qui ont le taux le plus élevé de titulaires de doctorat au sein de leur personnel. Toutes ces universités accueillent historiquement une population blanche et ont bénéficié des ressources et du prestige qui leur ont été offerts pendant l'apartheid.

Un rapport produit en 2010 par l'Academy of Science of South Africa (ASSAf) préconise ardemment d'accroître le nombre de titulaires de doctorat dans le pays si l'Afrique du Sud veut être compétitive dans une économie mondialisée. L'Afrique du Sud a besoin d'un plus grand nombre de titulaires de doctorat si elle souhaite être compétitive; cependant, dans un pays qui s'efforce d'être plus égalitaire, d'où vont venir ces diplômés, étant donné que les anciens clivages semblent perdurer? La formation de doctorants doit être clairement intensifiée et doit surtout se stabiliser dans l'ensemble du système d'enseignement supérieur. Le rapport de l'ASSAf mentionné ci-dessus montre que les universités traditionnelles (par opposition aux universités de technologie ou aux universités 'polyvalentes' – établissements proposant à la fois des programmes professionnels et des programmes basés sur des disciplines) produisent 80% de l'ensemble des titulaires de doctorat du pays.

Au fil du temps, un certain nombre de modèles alternatifs de formation doctorale ont été développés en plus de l'encadrement traditionnel étudiant/directeur de recherche impliquant un projet de recherche original. Ces modèles incluent les doctorats par publication, les programmes doctoraux enseignés et le doctorat 'professionnel' qui a généralement

des résultats spécifiques. Tous ces modèles nécessitent l'encadrement du doctorant sous quelque forme que ce soit et c'est souvent là que le système échoue.

De nombreux directeurs de recherche s'appuient sur leur propre expérience sans considérer que les étudiants avec lesquels ils travaillent aujourd'hui sont très différents de ceux qui travaillaient à leurs côtés par le passé. En Afrique du Sud notamment, la notion de 'sous-préparation' se retrouve au niveau du doctorat et les directeurs de recherche peuvent être mis au défi par la capacité de leurs étudiants à travailler de manière indépendante et à écrire à un niveau approprié. Les étudiants peuvent être également plus susceptibles de poursuivre leurs études doctorales à temps partiel et devront 'jongler' avec de multiples demandes en plus de celles imposées par leur recherche. Qu'est-ce que cela signifie pour l'encadrement et le directeur de recherche censé guider son étudiant ?

Cependant, les 'nouveaux' étudiants ne sont pas les seuls à avoir remis en cause l'encadrement des études doctorales. Les nouvelles orientations concernant la production des connaissances, combinées à un intérêt accru pour l'interdisciplinarité, peuvent sous-entendre que les directeurs de recherche sont mis au défi au niveau méthodologique par les projets que leurs étudiants souhaitent poursuivre.

Au vu de ces considérations, il est clair qu'une intervention auprès des directeurs de recherche offre la promesse de répondre aux nombreux défis impliqués dans la production d'un plus grand nombre de titulaires de doctorat en Afrique du Sud. C'est dans ce contexte qu'un nouveau **programme sur l'encadrement des études doctorales** peut jouer un rôle.

Ce programme a été développé par un consortium d'universités sud-africaines (Rhodes, Stellenbosch, Le Cap et Fort Hare), avec l'aide de partenaires néerlandais de la Vrije University d'Amsterdam, l'African Studies Centre à Leiden et l'Institut international des sciences sociales à La Haye. Le développement et le déploiement de ce programme ont été financés par le gouvernement néerlandais sous l'égide du NUFFIC. La Rhodes University est le partenaire principal dans ce projet.

Le programme, qui comprend trois phases – un premier atelier de quatre jours en face à face, une période de six semaines de cours en ligne et trois jours supplémentaires de formation en face à face, a été piloté dans trois universités. Les réactions des universités pilotes serviront à réviser les modules proposés, après quoi le déploiement du programme pourra débuter dans d'autres universités. Le financement du gouvernement néerlandais permet actuellement au programme d'être proposé gratuitement dans 18 des 23 universités sud-africaines bien que certaines tentatives visent à lever des fonds pour permettre à toutes les universités de bénéficier du programme sur leur campus dans le cadre du projet.

Le programme est par ailleurs sous licence *Creative Commons*, ce qui signifie que toutes les universités seront capables d'utiliser les modules sur une base non lucrative et d'en faire ainsi profiter leur propre personnel à l'avenir. La réponse au lancement du programme à la National Research Foundation à Pretoria en novembre 2012 a été extrêmement positive. Certaines universités au-delà des frontières sud-africaines ont manifesté leur intérêt et, si le financement est disponible, le consortium se fera une joie d'y répondre.

09 Approches programmatiques en matière de formation doctorale dans les domaines des sciences humaines et des sciences sociales

par *Chrissie Boughey et Sioux McKenna, Rhodes University, Afrique du Sud (C.Boughey@ru.ac.za)*

Les taux de participation et d'abandon en matière de formation doctorale sont préoccupants à l'échelle mondiale mais la situation est particulièrement inquiétante sur le continent africain où le besoin de développement économique et de production de connaissances est capital. Ces exigences nécessitent que nous examinions de près les défis auxquels la formation doctorale est confrontée et que nous reconsidérons certaines de nos pratiques établies.

En Afrique du Sud, deux publications récentes ont placé la formation doctorale en tête des priorités de l'agenda de l'enseignement supérieur. Le rapport CHE/CREST sur les études postuniversitaires (2009) et le rapport de l'ASSAf intitulé *The PhD Study* (2010) ont souligné les inquiétudes liées à la manière dont la formation doctorale est abordée dans le pays.

Ces rapports ont suggéré notamment le besoin d'une réflexion sérieuse sur les manières dont la formation doctorale est dispensée dans les domaines des sciences humaines et des sciences sociales. L'une des conclusions est que le modèle d'apprentissage traditionnel, privilégié dans les sciences humaines et sociales, pourrait ne pas être le modèle le plus efficace en termes d'encadrement. Le modèle traditionnel repose sur la relation entre le doctorant et son directeur de recherche qui représente la principale voire l'unique structure au sein de laquelle le travail de recherche est entrepris.

Cette dépendance suppose un niveau d'expérience et d'expertise de la part du directeur de recherche que beaucoup de directeurs de recherche novices n'ont pas. Elle suppose également que le directeur de recherche a accès à un réseau disciplinaire de soutien avec lequel il/elle peut partager ses inquiétudes et que le doctorant évolue dans un environnement similaire dans lequel il/elle peut tester ses idées et développer sa 'voix' doctorale. Le rapport CHE/CREST et le rapport de l'ASSAf, ainsi qu'un certain nombre d'autres rapports similaires, suggèrent que de telles suppositions n'ont pas lieu d'être. Par ailleurs, dès lors que la route qui mène à l'obtention du doctorat est une route privée entre l'étudiant et le directeur de recherche ou les directeurs de recherche, il y a peu de chances pour l'étudiant d'être exposé aux problématiques disciplinaires ou à des approches en matière de recherche dépassant celles de son propre projet. La supposition selon laquelle les étudiants seront exposés à ce type de situation à travers l'environnement intellectuel plus large de l'université ou en assistant à des conférences repose sur le concept d'étudiants à temps plein ayant accès au financement.

Un nouveau programme de doctorat en études supérieures proposé par la Rhodes University a été développé en gardant

ces préoccupations à l'esprit. Alors que le doctorat est par essence le travail d'un seul auteur à travers lequel l'étudiant est examiné par son/ses pair(s), il y a beaucoup d'avantages à mener ce travail au sein d'une communauté qui partage les mêmes intérêts. Une communauté permet d'approfondir les connaissances à travers des efforts communs. Elle offre un espace permettant aux universitaires de participer légitimement à des conversations avec d'autres personnes engagées dans des projets similaires ainsi qu'avec des individus déjà membres de la communauté et qui sont aujourd'hui des chercheurs et des directeurs de recherche expérimentés.

Le programme de doctorat en études supérieures a été lancé en janvier 2010. En 2013, le programme comprend 29 doctorants et 8 'Pré-Docs' – candidats jugés pas encore prêts à suivre des études au niveau doctoral mais qui ont la possibilité de commencer un travail de lecture et de rédaction structuré dans le cadre du programme. Tous les candidats sont, à une exception près, des universitaires à temps plein qui suivent leurs études doctorales à temps partiel. Dix des 23 universités sud-africaines publiques sont représentées dans l'effectif étudiant, de même qu'un universitaire issu du secteur privé. On compte également des universitaires du Malawi, du Rwanda, du Zimbabwe et des Emirats arabes unis. Les co-directeurs de recherche au sein du programme sont issus de sept universités sud-africaines en plus de la Rhodes University où le programme est basé. Cette diversité améliore le potentiel en termes d'engagement et de recherche qui va au-delà des frontières étroites du cadre de pratique de chaque universitaire.

Le développement du programme répond en partie au besoin national d'accroître le nombre de titulaires de doctorat, qui s'est traduit par des résultats ciblés fixés par le gouvernement et la National Research Foundation. Le programme répond également aux inquiétudes liées au faible taux de participation au niveau du doctorat. Parallèlement à ces éléments et à d'autres facteurs, la principale motivation justifiant le développement du programme a été de créer une communauté de pratique qui lutte contre l' 'espace solitaire' du voyage doctoral.

En Afrique du Sud, l'obtention du doctorat dépend uniquement de la rédaction d'une thèse et aucun cours ne délivre de crédits permettant d'obtenir le diplôme. Les structures du programme ne sont pas axées sur l'accumulation de crédits mais consistent plutôt à soutenir le développement de la conception de la recherche, via la conduite de travaux de recherche et la rédaction d'une thèse. Ces structures incluent trois 'semaines doctorales' par an comprenant des séminaires, des débats, des tables rondes, des présentations d'étudiants, des ateliers, et ainsi de suite. Il existe également une salle de classe en ligne très active où des lectures académiques sont partagées, des informations controversées sont débattues, des questions sont posées et un soutien est apporté. Des groupes de conseil, des réunions en ligne et d'autres structures renforcent les relations traditionnelles en termes d'encadrement et sont développés pour donner aux universitaires et aux directeurs de recherche la sensation d'appartenir à une communauté plus large.

La participation au sein de ces structures est volontaire. L'excellent niveau de participation pendant les 'semaines doctorales', malgré les implications financières liées à des voyages longue distance et l'obligation de prendre un congé

temporaire, indique que les universitaires considèrent que le soutien est utile. Les évaluations supposent de 'faire partie d'un groupe' et de 'se retrouver tous ensemble sur le même bateau, en veillant les uns sur les autres'.

De telles structures nécessitent que les directeurs de recherche perçoivent les avantages de travailler avec des étudiants au sein d'une communauté et souhaitent participer à cette communauté au-delà de leurs propres responsabilités individuelles en termes d'encadrement. Ils bénéficient ainsi d'un réseau d'individus qui soutient et encourage leurs étudiants.

Répondre aux problèmes de la formation doctorale en Afrique du Sud nécessitera un engagement sur plusieurs fronts et nous estimons que reconsidérer la structure des relations des personnes impliquées est un bon point de départ.

10 Soutenir la formation à la recherche dans le cadre de la coopération suédoise au développement – une approche systémique



par **Inger Lundgren**, Agence suédoise de coopération au développement international (Sida), Suède
(Inger.Lundgren@sida.se)



La Suède soutient les capacités de recherche dans les pays à faible revenu depuis 1975. Il s'agissait à l'époque d'une approche nouvelle, innovante et assez controversée dans le domaine de la coopération au développement. Etant donné que beaucoup de pays à faible revenu étaient dépourvus de systèmes durables capables de générer des connaissances fondées sur des données probantes, soutenir la recherche était perçu comme essentiel pour répondre aux problèmes auxquels ces pays étaient confrontés et qui affectaient particulièrement les populations pauvres. Il a été avancé que les pays à faible revenu devaient également compter sur leurs propres experts et leaders pour apporter des solutions de manière plus durable. Ces arguments sont toujours d'actualité.

Une approche systémique liée au renforcement des capacités pour lutter contre la pauvreté

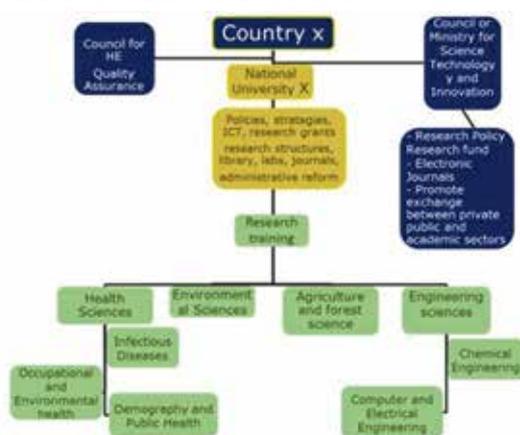
Le modèle de l'aide suédoise n'a pas été statique; il s'est plutôt développé de manière organique au fil des années. La Suède a commencé par soutenir des projets de recherche, et en ajoutant petit à petit des éléments dont les partenaires avaient besoin pour leur recherche, l'aide apportée est devenue un modèle presque complet capable de soutenir le système de recherche et d'innovation dans les pays à faible revenu. Créer des capacités à travers la formation doctorale est au cœur de ce soutien. Cependant, l'accent n'est pas mis sur les capacités de recherche individuelles mais sur les capacités de recherche institutionnelles. La plupart du temps, le soutien est apporté à une université publique. Parallèlement, dans la mesure où les doctorants sont formés à l'étranger, le financement est

alloué pour créer des environnements de recherche au sein de leur université d'origine : infrastructures de recherche (TIC, laboratoires, accès à des revues scientifiques, etc.), gestion de la recherche (politiques de recherche, structures de recherche, bourses de recherche), réforme universitaire (administration et finances). Ces domaines font partie des principaux domaines nécessaires pour établir des plateformes de recherche durables.

Sur la base de preuves solides, le soutien est également apporté pour promouvoir l'utilisation et l'application des résultats de recherche et renforcer le système d'innovation d'un pays afin d'intervenir plus directement sur les questions de pauvreté et de bien-être.

Cette approche systémique est le fondement même du soutien de la Suède à la formation à la recherche.

Exemple du soutien de la Suède apporté à des systèmes de recherche et d'innovation nationaux



Modèles de formation à la recherche – programmes doctoraux ‘sandwich’ et ‘in-house’

Le modèle *sandwich* constitue depuis de nombreuses années le mode opératoire de la coopération suédoise à la recherche. Les universités dans les pays partenaires trouvent le modèle extrêmement précieux. Premièrement, la formation à la recherche dans une université suédoise offre un environnement de recherche international, avec la possibilité d'établir des réseaux et d'avoir accès à des laboratoires bien équipés et des ouvrages spécialisés. Elle offre également la possibilité de participer à des conférences internationales, d'être publié dans des revues internationales et d'obtenir un diplôme de doctorat reconnu mondialement. Deuxièmement, dans la mesure où les étudiants sont recrutés parmi le personnel universitaire des universités partenaires et que la collecte des données est effectuée dans leur établissement d'origine, le modèle *sandwich* contribue à retenir le personnel et réduit le risque de perte de capital humain au profit de pays étrangers.

A l'heure actuelle, la Suède privilégie davantage la formation doctorale en interne ('in-house') que les programmes *sandwich*. Mais pourquoi changer un concept qui fonctionne bien ? Ce qui se produit n'est pas vraiment un changement dans la nature de l'aide apportée mais plutôt un changement basé sur les progrès des capacités de recherche dans un pays. Le modèle *sandwich* remplit son objectif à un point donné du développement du système de recherche d'un pays dans lequel un tel système

n'existait pas auparavant. Son objectif est de créer une masse critique de chercheurs pour une université partenaire dans des disciplines spécifiques. Une fois l'objectif atteint, la masse critique de chercheurs formés peut créer, gérer et soutenir des programmes doctoraux en interne.

De nombreux pays impliqués dans la coopération suédoise à la recherche ont désormais les capacités et les conditions pour développer leurs propres programmes doctoraux. Alors que le modèle *sandwich* était destiné au personnel universitaire, le modèle 'in-house' peut prendre de l'ampleur et offrir une formation à un plus grand nombre de doctorants, et peut permettre ainsi de mieux répondre aux exigences nationales. Il s'agit également d'un pas supplémentaire vers la durabilité.

Même si l'accent est mis sur les programmes doctoraux en interne, l'« esprit » du modèle *sandwich* sera maintenu. Le terme 'sandwich' implique dans ce nouveau contexte que les doctorants auront accès à un environnement de recherche dans un cadre international. Les réseaux et les échanges nationaux et internationaux sont capitaux pour tous les chercheurs. Il est donc important que les doctorants 'in-house' aient la possibilité de participer à des échanges internationaux à travers des courtes visites (cours, réunions et collaboration) dans d'autres instituts de recherche.

Améliorer la qualité internationale de la formation doctorale dans les pays à faible revenu

Pour les doctorants 'sandwich' formés et diplômés dans des universités suédoises accréditées, la qualité de la formation n'a pas été un problème⁶. La qualité est devenue une préoccupation quand il s'est agi de soutenir la formation doctorale en interne. La plupart de nos partenaires ne disposent pas (voire très peu) de mécanismes solides pour assurer la qualité de l'enseignement supérieur et des programmes de Master et de doctorat. Une composante supplémentaire a donc dû être incluse pour soutenir les systèmes de recherche nationaux. Il s'est agi de faire en sorte que tous les étudiants reçoivent une formation de qualité égale indépendamment du lieu de formation et d'obtention du diplôme. La durée minimale pour les programmes de formation doctorale a été fixée à cinq ans⁷.

Afin d'améliorer la qualité des programmes doctoraux, trois critères ont été identifiés, non pas comme des choix facultatifs mais comme des méthodes complémentaires. Le premier critère consiste à commencer les programmes avec le soutien des universités accréditées ou à créer des programmes conjoints où chaque université convient d'une norme commune acceptée dans les deux universités. Le deuxième critère concerne l'augmentation du niveau de compétences des titulaires de doctorat à travers l'encadrement des programmes de formation. Le troisième, et plus important encore, exige des enseignants/directeurs de recherche impliqués dans les programmes d'être des chercheurs actifs afin d'assurer que les connaissances dispensées par les universités soient les plus récentes possibles.

Les exigences en matière de qualité et l'évaluation de la qualité scientifique des programmes de formation doctorale sont extrêmement importantes. Pour soutenir ces domaines,

6. Le 'Council for University and HE' assure la qualité de l'ES en Suède.

7. 2 ans Master + 3 ans doctorat ou 1 an Master + 4 ans doctorat

trois méthodes ont été identifiées, la première implique des évaluations externes des programmes doctoraux effectuées via des évaluations externes continues. Il s'agit là d'une solution à court terme. Une solution à moyen terme est d'aider les partenaires à développer des indicateurs de qualité en matière de recherche aux niveaux universitaire et national. La troisième méthode consiste à développer des mécanismes nationaux pour l'accréditation et l'assurance qualité des programmes doctoraux. Dans le cadre du soutien de la Suède, ceci pourrait être réalisé à travers la collaboration ou le jumelage avec un établissement établi en Suède.

Conclusion

On considère que le plus grand défi des pays partenaires de la Suède pour atteindre des systèmes de recherche durables concerne la période post-formation doctorale – retenir et maintenir les chercheurs actifs, garantir un environnement de recherche attrayant et allouer un financement national pour la recherche. Le nombre d'instituts de recherche ou de titulaires de doctorat dont dispose une université n'a pas vraiment d'importance – si une recherche scientifique de grande qualité n'est pas conduite, la qualité de la formation doctorale et de l'enseignement supérieur diminuera et l'université ne sera pas en mesure de produire les connaissances requises pour réduire la pauvreté et créer un bien-être pour la population de son pays, sans parler d'avoir une chance d'être compétitif sur le marché mondial de la connaissance et de contribuer à la production mondiale de connaissances.

Il est donc très encourageant que de nombreux gouvernements dans les pays à faible revenu prennent ce défi au sérieux et incluent progressivement la recherche, la technologie et l'innovation dans les dépenses publiques.

11 Approches innovantes en matière de formation doctorale – le partage comme outil pour les établissements en développement



par **Dr. Thomas Ekman Jørgensen**, Chef d'unité, European University Association – Council for Doctoral Education (thomas.jorgensen@eua.be)



Au cours des dix dernières années, la formation doctorale a pris une place de plus en plus importante dans les programmes politiques relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche. Le nombre de diplômés a augmenté de manière uniforme à travers le monde, et on constate un certain nombre de développements convergents très visibles en matière de formation doctorale.

De 2010 à 2012, l'European University Association (EUA) a mené le projet CODOC sur la formation doctorale en Asie orientale, en Afrique australe, en Amérique latine et en Europe,

en comparant les développements et en encourageant les collaborations.⁸ Ce projet a identifié trois tendances communes : 1) Un discours global sur la société de la connaissance, dont les défis – indépendamment du niveau de développement – devraient être relevés grâce à l'innovation par la création de connaissances ; 2) en conséquence, la formation à la recherche est devenue une priorité et le nombre de titulaires de doctorat a augmenté ; 3) afin d'atteindre la capacité de recherche requise pour une formation à la recherche de qualité, l'intérêt à l'égard des collaborations (Nord-Sud et Sud-Sud) a également augmenté.

Le projet CODOC a également identifié un défi commun : former un nombre suffisant de chercheurs. Les secteurs universitaires en expansion cherchent à accroître le nombre de membres du personnel titulaires d'un doctorat et les économies émergentes et développées cherchent à impliquer davantage de titulaires de doctorat dans le secteur privé, et il y a donc un vrai risque de ne pas avoir assez de personnes titulaires d'un doctorat au niveau mondial. Dans l'enquête menée dans le cadre du projet, 24 % des personnes interrogées ont répondu qu'ils rencontraient des difficultés à recruter et conserver des titulaires de doctorat dans leur propre établissement.

A cet égard, l'Afrique australe pourrait être particulièrement confrontée à des défis. Seulement la moitié des personnes interrogées ont réussi à recruter et conserver un nombre suffisant de titulaires de doctorat – bien moins qu'en Amérique latine et en Asie orientale. Des problèmes bien connus tels que la fuite des cerveaux et le manque d'infrastructures contribuent à ce phénomène, et il est probable que des nouveaux centres de recherche nécessitant davantage de titulaires de doctorat dans des pays tels que la Chine, le Brésil ou – et surtout – l'Afrique du Sud, aggravent le problème dans de nombreux endroits. Ces centres de recherche ont tendance à être très concentrés géographiquement dans des régions comme l'Etat de Sao Paulo au Brésil ou à Shanghai en Chine, et les établissements spécialisés dans la recherche dans ces régions travaillent dans un environnement très compétitif. Il est tout à fait possible d'envisager une « ruée des talents », dans le cas où les universités et les entreprises spécialisées dans la recherche seront en concurrence pour recruter les meilleurs titulaires de doctorat. Les universités africaines seraient vulnérables dans un tel scénario à moins que des établissements ne soient créés pour répondre aux défis liés au renforcement des capacités de recherche.

Les universités qui n'agissent pas pour définir leur rôle au sein d'une communauté de la recherche de plus en plus mondialisée risquent d'être marginalisées. Ceci s'applique à tous les continents et tous les pays. Les universités doivent s'engager dans le développement institutionnel et la gestion professionnelle afin d'éviter ce risque. Pour un grand nombre d'universités, le défi est d'atteindre assez de capacités de recherche, pas nécessairement pour rivaliser avec les meilleurs dans les classements mais pour devenir des partenaires tangibles en matière de recherche collaborative, et ainsi avoir accès à l'environnement international de la recherche.

Il n'existe pas une solution unique pour atteindre cet objectif. En Europe, une grande attention a été portée sur la réforme de

8. Le rapport du projet peut être téléchargé à l'adresse suivante : www.eua.be/Libraries/Publications_homepage_list/EUA_CODOC_web.sflb.aspx

la gouvernance et la professionnalisation de la gestion de la formation doctorale. Sur le continent européen, les universités ont mis en place des unités indépendantes de gestion et des écoles doctorales, afin de pouvoir prendre des décisions stratégiques, assurer la qualité et développer les capacités de la formation doctorale. Cet investissement dans la réforme de la gouvernance a permis à l'Europe dans son ensemble d'accroître le nombre de candidats au doctorat tout en maintenant des taux de réussite et des délais raisonnables. Ce développement a été en partie marqué par la volonté de partager les bonnes pratiques et de collaborer entre les universités.

Des collaborations formelles peuvent par exemple être trouvées dans les pays du Nord, où le financement est disponible pour les programmes doctoraux transfrontaliers. En Ecosse, les universités ont été fortement incitées à mettre leurs ressources en commun pour la formation doctorale et à stimuler ainsi les capacités de recherche tout en assurant un accès à des environnements de recherche de qualité dans les universités périphériques.

En termes de partage des bonnes pratiques, les réseaux universitaires ont joué un rôle significatif. Le réseau le plus important, l'EUA Council for Doctoral Education, regroupe plus de 220 universités pour encourager des discussions sur la gestion professionnelle de la formation doctorale. Ceci est un moyen particulièrement économique de favoriser le développement des établissements, puisque chaque université verse une somme modeste pour assurer le fonctionnement du secrétariat du réseau. En retour, les membres ont accès à plusieurs services tels que des publications et des lieux de réunion pour l'échange des bonnes pratiques.

On rencontre de tels réseaux partout dans le monde, notamment la SARUA dans les pays de la CDAA ou l'AUN en Asie du Sud-est. Encourager ces réseaux en tant que forum pour le développement institutionnel pourrait être un moyen probant de renforcer les universités sur tous les continents. Face aux défis de la formation doctorale, les universités ont grandement raison de chercher des moyens de partager leurs ressources, mais surtout de partager leurs idées afin de renforcer ensemble leurs capacités.

Pour en savoir plus sur l'initiative mise en place dans le contexte de l'EUA-CDE : www.eua.be/cde

12 Améliorer les connaissances et l'échange sur la formation doctorale en Afrique – le travail de l'ACUP



par **Josep M Vilalta** et **Nadja Gmelch**, *Associació Catalana d'Universitats Públiques (ACUP), Espagne*
jmvilalta@acup.cat
nadja@acup.cat



Le principal objectif de l'Association catalane des universités publiques (Associació Catalana d'Universitats Públiques – ACUP – www.acup.cat), composée de l'Universitat de Barcelona (UB), l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB), l'Universitat Politècnica de Catalunya (UPC), l'Universitat Pompeu Fabra (UPF), l'Universitat de Girona (UdG), l'Universitat de Lleida (UdL), l'Universitat Rovira i Virgili (URV) et l'Universitat Oberta de Catalunya (UOC), est de réunir les forces des universités publiques catalanes en vue de promouvoir les initiatives, les programmes et les projets conjoints dans le but d'améliorer l'enseignement supérieur en Catalogne et au-delà. L'un des domaines d'activités central de l'Association est la coopération au développement universitaire grâce à la mise en place par l'ACUP de plusieurs initiatives sur la formation doctorale en Afrique.

Il y a deux ans et demi, l'ACUP a créé la Plate-forme de gestion de l'enseignement supérieur Afrique-Espagne, une initiative qui a reçu le financement de l'Agence de coopération espagnole (AECID), et qui se veut être un forum permanent d'échange dans le domaine de la gestion universitaire, impliquant des universités européennes et africaines et renforçant ainsi le rôle des universités en tant qu'agents essentiels du développement social et économique. La première phase de la Plate-forme de gestion de l'enseignement supérieur Afrique-Espagne s'est concentrée sur la formation doctorale en Afrique subsaharienne. Travaillant en collaboration avec neuf établissements d'enseignement supérieur de divers pays d'Afrique (Université d'Antananarivo, Université Cheikh Anta Diop, Université de Yaoundé I, Universidade Eduardo Mondlane, Universidad Nacional de Guinea Ecuatorial, Addis Ababa University, Universidade Agostinho Neto, Université Abdou Moumouni, Université de Bamako), l'ACUP a entrepris des travaux de recherche sur la situation actuelle de la formation doctorale dans ces établissements et publié un rapport sur les « Défis des programmes doctoraux et de la formation à la recherche en Afrique subsaharienne. »

Les objectifs communs et les valeurs en matière de recherche sur la formation doctorale ont amené l'AIU et l'ACUP à collaborer pour ce projet et à organiser conjointement un séminaire international sur « les Approches innovantes de l'enseignement doctoral et de la formation à la recherche en Afrique subsaharienne », qui s'est tenu en juillet 2012 à Addis Abeba. (Davantage d'informations sur le séminaire et les principaux résultats sont disponibles sur les sites de l'ACUP et de l'AIU). En outre, l'AIU et l'ACUP ont développé, en étroite collaboration avec l'Université ouverte de Catalogne (UOC), le portail en ligne IDEA – www.idea-phd.net, un forum virtuel qui encourage l'échange et la connaissance sur la formation doctorale.

A l'heure actuelle, l'ACUP travaille avec l'UOC et l'Université Kenyatta sur un projet ayant bénéficié d'une subvention du programme LEADHER de l'AIU, qui analyse l'utilisation des technologies numériques, plus précisément les outils web 2.0 afin de répondre aux principaux besoins identifiés dans la formation doctorale en Afrique subsaharienne, à savoir : 1) l'encadrement des doctorants et 2) la visibilité et l'utilisation de la recherche. A travers l'utilisation des *Environnements personnels d'apprentissage pour les étudiants en doctorat* (PLEDS), un espace web personnel permanent équipé d'outils logiciels, d'outils de communication et de recherche, d'outils

sociaux et multimédias permettant aux étudiants de compiler et d'organiser des informations sur l'apprentissage du Net et de diffuser leurs propres travaux. De nouveaux modèles efficaces d'encadrement en ligne sont à l'étude. En ce sens, les PLEDS peuvent être un moyen de créer une identité numérique pour les étudiants en doctorat, de carnet numérique public et un service d'archivage personnel, facilitant la création d'un réseau virtuel entre les collègues travaillant dans le même domaine, y compris les directeurs de recherche et les tuteurs.

Davantage d'informations sur les résultats de l'événement sponsorisé par le programme LEADHER de l'AIU seront disponibles à l'automne.

13 Gestion de la recherche dans les universités africaines



par **Patrice Ajai-Ajagbe**, *Chargée de programmes, Association des Universités du Commonwealth, Royaume Uni*
(Patrice.Ajai-Ajagbe@acu.ac.uk)

The Association
of Commonwealth
Universities

Les gouvernements sont de plus en plus exigeants avec les universités – ils attendent d'elles qu'elles soient des acteurs du changement; qu'elles contribuent à l'économie; qu'elles soient en concurrence pour obtenir des fonds de moins en moins nombreux; qu'elles contribuent davantage aux recettes universitaires; qu'elles mènent davantage de recherches appliquées, etc. Dans le cas des universités africaines, on s'attend également à ce qu'elles constituent les principaux vecteurs du développement du continent au 21^{ème} siècle, en contribuant aux Objectifs du millénaire pour le développement. Par ailleurs, une écrasante majorité de travaux de recherche en Afrique a lieu dans les universités – puisqu'aucun secteur commercial autochtone d'envergure ne conduit des travaux de recherche.

La gestion de la recherche (GR) peut être définie comme toute action entreprise par une université pour améliorer l'efficacité de ses chercheurs, mais qui ne fait pas partie du processus de recherche à proprement dit. Le programme de GR bien établi de l'Association des universités du Commonwealth (ACU), se concentre sur le partage des bonnes pratiques entre les universités, la promotion d'une meilleure communication entre l'enseignement supérieur et les organismes de financement, et la fourniture d'outils de base pour ceux qui ont peu ou pas d'expérience en matière de gestion de la recherche afin qu'ils puissent développer des capacités de base. Principaux problèmes en matière de GR dans la région :

- **Ressources humaines** – Les universités signalent des difficultés à pourvoir le poste de gestionnaire de recherche – à savoir trouver les personnes dotées des compétences adéquates et déterminer si ces personnes devraient être issues du milieu universitaire ou administratif. En outre, les universités signalent des difficultés à obtenir l'adhésion du personnel universitaire clé comme le Trésorier et le Chef du Bureau des inscriptions – pour que les bureaux de la GR puissent mettre en œuvre les structures de financement et

de RH nécessaires pour gérer les activités financées par des sources externes.

- **Services de conseil** – Il existe un grand nombre de services de conseil qui ne sont pas enregistrés auprès de l'université. Les facteurs qui y contribuent sont les faibles rémunérations du personnel universitaire, et la pratique de mandataires signant des contrats avec des individus⁹.
- **Infrastructures TIC** – elles concernent la capacité des universités à développer et utiliser les bases de données et à tirer profit des informations sur la recherche en tant que ressource. Cependant, la connectivité Internet croissante, le passage à la publication numérique et les outils de plus en plus sophistiqués sont autant de facteurs qui font que la gestion de l'information sur la recherche gagne en importance.
- **Application de la recherche** – les universités signalent une application (par les décideurs politiques) et une commercialisation (par le secteur de l'industrie) relativement faible de leurs travaux de recherche.
- **L'environnement national/régional au sens large** – peut contribuer à maintenir les universités dans des tours d'ivoire. Par exemple, il peut être difficile de mettre en œuvre certaines normes dans certains domaines – comme l'éthique de la recherche concernant le bien-être des animaux – lorsque l'on travaille dans un environnement plus vaste doté de règles souples dans le même domaine.

A travers nos activités, l'ACU a identifié trois phases pour renforcer la GR dans les universités :

- 1. Sensibilisation** : des mesures pour s'assurer que les professionnels et les responsables des universités reconnaissent l'importance de la gestion de la recherche.
- 2. La concrétisation de cette prise de conscience** dans les structures organisationnelles (telles que les bureaux de GR, les Bureaux en charge des subventions et des contrats, etc.) afin de mettre en pratique cette prise de conscience.
- 3. Le développement de l'environnement externe** pour soutenir ces structures et aider à assurer leur durabilité.

Ces phases ne sont pas séparées et fonctionnent mieux quand elles sont considérées simultanément. Par exemple, la création stratégique d'Associations professionnelles de gestion de la recherche et de l'innovation – initialement soutenues par l'ACU et désormais gérées par les universités elles-mêmes – dans les régions d'Afrique du Sud, du Centre, de l'Ouest et de l'Est, a servi de voie pour la prise de conscience et le développement d'un environnement externe favorable à la gestion de la recherche universitaire.

L'expérience de l'ACU dans ce domaine¹⁰ indique qu'il n'existe pas un modèle ou un délai unique pour développer des structures de GR dans les universités. Cependant, les universités s'accordent à dire que la création d'un bureau de GR ou un poste distinct

9. Wight, D (2008). La plupart de nos spécialistes des sciences sociales ne sont pas basés dans des établissements... ils sont disponibles à la « location » – Conseils en recherche et capacités en sciences sociales pour la recherche dans le domaine de la santé en Afrique de l'Est. *Soc Sci Med.* 2008 Janvier; 66(1): 110–116.

10. Kirkland J. et Ajai-Ajagbe P (2013). *Research Management in African Universities: from awareness-raising to developing structures.*

de la faculté de troisième cycle est une étape cruciale pour articuler la pensée et le fonctionnement d'un établissement. Ceci reflète le fait que les universités ont besoin de services de soutien pour la gestion de la recherche (gestion des activités de recherche financées par des sources externes) bien au-delà de la gestion académique des projets de recherche. Les activités de renforcement des capacités menées par l'ACU avec les universités africaines sont en grande partie financées par des bailleurs de fonds (comme la Carnegie Corporation of New York, le Ministère britannique pour le développement international et le Programme ACP pour la science et les technologies de l'UE).

Les bailleurs de fonds prennent de plus en plus en compte le contexte institutionnel au sens large dans lequel la recherche et la gestion de la recherche se déroulent (et les répercussions sur « leurs » projets respectifs). *Le Forum 2010 des Bailleurs de fonds et des Universités africaines*¹¹ (facilité par l'ACU et parrainé par le Wellcome Trust) a démontré la volonté des bailleurs de fonds de travailler de concert pour une offre plus efficace de leurs programmes. Les bailleurs de fonds ont convenu qu'ils pourraient remplir leur rôle en assurant que tous les travaux de conseil soient traités par le biais d'un bureau universitaire central. Certains bailleurs de fonds représentés lors de l'événement ont depuis formé un groupe de travail pour créer une cohérence dans le domaine de l'estimation des coûts¹² (y compris les politiques sur les frais généraux) pour leurs programmes de recherche dans les pays en développement.

La capacité des universités africaines à développer des structures claires de gestion de la recherche dépendra de nombreux facteurs, et certains iront au-delà de leur contrôle direct. L'expérience de l'ACU suggère que beaucoup de progrès ont été réalisés, et que ceci a un impact crucial sur la capacité de la région à jouer pleinement son rôle dans la recherche internationale.

14 Évaluer les modèles de formation doctorale en Afrique : contexte, pratiques et outils



par **Michael Cross** (University of Johannesburg) et **Judy Backhouse** (University of the Witwatersrand)

Pour l'étudiant, l'objectif de la formation doctorale est d'apporter une contribution originale à la connaissance dans un domaine

11. *Funders and African Universities: enhancing the relationship*. Rapport sur un séminaire d'une journée organisé avant la conférence INORMS 2010.

12. *Cinq conditions pour améliorer le calcul des coûts de la recherche dans les pays à faible revenu ou intermédiaire* – est un document sur les bonnes pratiques relatif au calcul des coûts de la recherche (dans les pays à faible revenu ou intermédiaire). Ce document sur les bonnes pratiques a été préparé par les membres de ESSENCE on Health Research – www.who.int/tdr/publications/five_keys/en/.

d'études choisi par le biais de la recherche (généralement encadrée). En règle générale, les programmes doctoraux intègrent les expériences éthiques, épistémologiques, conceptuelles/théoriques et pratiques qui permettent aux candidats : (i) d'entreprendre des travaux de recherche indépendants et originaux ; (ii) de développer une expertise et des connaissances très spécialisées pour parvenir à les appliquer et résoudre les problèmes ; et (iii) de s'autogérer et d'avoir un esprit d'autocritique. Les universités africaines ont des difficultés à atteindre ces objectifs de manière durable au vu des contraintes considérables en termes de ressources, de capacités d'encadrement et de préparation des doctorants.

À cet égard, plusieurs modèles de formation doctorale ont été tentés, avec divers degrés de réussite. Le modèle le mieux établi est le modèle maître-élève, c'est-à-dire un étudiant travaillant avec un directeur de recherches. Szanton et Manyika (2002) ont souligné que ce modèle n'est pas seulement prédominant en Afrique subsaharienne mais qu'il est également une façon rentable de dispenser une formation doctorale lorsque les capacités d'encadrement sont limitées.

Depuis l'ère coloniale, aller ailleurs représente une alternative pour les Africains qui souhaitent entreprendre des études doctorales, et certains pays soutiennent cette démarche en allouant des fonds, en particulier dans des zones identifiées où l'on constate un déficit de compétences.

La reconnaissance des avantages consistant à unir les efforts et les ressources dans la formation doctorale a entraîné une prolifération des programmes basés sur des liens ou des partenariats interinstitutionnels. Beaucoup de ces programmes ont également résolu le problème lié au manque de préparation des doctorants et des enseignants, en intégrant des éléments de cours et des stratégies conçus pour développer des capacités de réflexion fondamentales chez les doctorants. Nombre de ces programmes reposent cependant sur le financement de bailleurs de fonds et restent donc non viables à long terme.

En Afrique, les avantages de la collaboration ont également été reconnus. Les consortia de recherche universitaire encouragent le partage en termes de ressources et de capacités d'encadrement entre les universités africaines, en intégrant parfois des enseignants non issus du continent africain. Les modèles de formation doctorale qui ont été tentés en Afrique, mettent l'accent sur le partage des ressources, la visibilité et le financement au niveau international, le soutien aux étudiants, et le développement des enseignants. Les modèles ont intégré différents éléments et approches en vue de renforcer la formation doctorale en Afrique, avec divers degrés de réussite.

Nous proposons de développer un cadre pour évaluer ces modèles, en l'inscrivant dans le contexte africain. Il servira de base pour une compréhension nuancée des différences entre les modèles de formation doctorale ainsi que leurs forces et faiblesses dans le contexte africain. Il servira également d'outil pour permettre aux départements académiques, aux établissements et aux décideurs politiques de juger quels modèles pourraient le mieux répondre à leurs besoins.

Pour plus d'information sur ce projet, merci de contacter les auteurs à : mcross@uj.ac.za et Judy Backhouse à judyback@telkomsa.net



BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE RELATIVE À LA FORMATION DOCTORALE

Monographies

Jorgensen T.E. (2012), *CODOC: Cooperation on doctoral education between Africa, Asia, Latin America and Europe*, European University Association [EUA], Bruxelles: EUA, ISBN 978-9-0789-9737-5

Ce rapport présente les résultats d'une enquête sur les tendances dans la formation doctorale en Afrique, en Asie et en Amérique latine; offre un aperçu de la formation doctorale dans ces régions et compare ces tendances à celles de l'Europe. Des rapports par région et par pays sont également fournis. www.eua.be/codoc.aspx

Kotecha.P. Ed, (2012), *Doctoral education: renewing the academy*, Southern African Regional Universities Association [SARUA], SARUA Leadership Dialogue Series, v. 4, no. 1, Johannesburg: SARUA – ISBN 978-0-9869903-6-6
Contenu – NB: publication en anglais: Introduction: Renforcer les capacités de l'enseignement supérieur et de la formation doctorale en Afrique australe (Piyushi Kotecha); Renouveler l'université: les défis des universités d'Afrique australe (Rwekaza S Mukandala); Renouveler et faire évoluer l'université: redéfinir les relations internationales (Jimi O Adesina); Le statu quo de la formation doctorale dans la région de la CDAA (Piyushi Kotecha, AGW Steyn et PJ Vermeulen); Développer l'enseignement universitaire en Afrique australe: une condition essentielle pour le progrès socio-économique (Ian Scott); Les mécanismes de financement de la formation doctorale dans la région de la CDAA (Piyushi Kotecha, AGW Steyn et PJ Vermeulen). www.sarua.org/files/publications/

Foundations for the future: supporting the early careers of African researchers, British Academy, Association of Commonwealth Universities (2011), London: BACU, Classmark: AFR-61 BRI

Ce rapport fait suite au Rapport de Nairobi, publié par la British Academy et l'Association des Universités du Commonwealth en 2009. Il propose une analyse des défis auxquels les jeunes chercheurs sont confrontés dans les universités africaines, en s'appuyant sur les discussions qui ont débouché à l'étude de Nairobi, les consultations ultérieures, et les travaux parallèles menés par d'autres organismes. Il identifie les domaines clés dans

lesquels il faut fournir davantage de soutien, et propose des manières d'envisager des nouveaux mécanismes de collaboration pour répondre à ces défis. L'axe principal de ce rapport et du précédent sont les relations entre l'Afrique et le RU, mais une grande partie des sujets abordés concerne également les questions relatives à la recherche sur le continent africain, ainsi qu'entre l'Afrique et d'autres régions. www.acu.ac.uk/publications/search

Rapport du Séminaire international AIU-ACUP sur les pratiques innovantes en éducation et formation doctorales en Afrique, Association Internationale des Universités & Associació Catalan d'Universitats Publiques (2012), Paris/ Barcelone, France/Espagne: AIU-ACUP
Ce rapport contient les résumés détaillés des présentations et des discussions du séminaire éponyme de deux jours. Ils présentent les principaux résultats du séminaire et donne une idée des priorités pour les acteurs de la formation doctorale en Afrique et certaines des méthodes innovantes que les universités africaines développent pour relever les défis auxquels ils ont à faire face. www.iau-aiu.net/fr/content/portail-idea-phd-et-activités

Améliorer la qualité et la pertinence de la recherche universitaire dans le cadre de systèmes nationaux d'innovation en Afrique de l'Ouest et du Centre, Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (2012), Abidjan: Rocare
Il s'agit du rapport de l'atelier organisé en octobre 2012 en Côte d'Ivoire sur la gouvernance de la recherche universitaire et les systèmes nationaux d'innovation. www.ernwaca.org/web/spip.php?article1002 www.ernwaca.org/web/spip.php?article1001

Sall, A.S. (2012) *Mutations de l'enseignement supérieur en Afrique: le cas de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar*, Dakar: L'Harmattan-Sénégal, ISBN 978-2-296-99521-5

L'université Cheikh Anta Diop (UCAD) au Sénégal a élaboré une vision-action articulée autour de six paramètres (la qualité, la pertinence, la coopération, les finances et la gestion des finances, l'informatique, Internet et la communication et les étudiants) et soutenue par dix grands projets qui en sont les piliers. Cet ouvrage montre comment les

paradigmes partagés au niveau international ont été mis en œuvre localement par le dialogue, la discussion, la persévérance et l'innovation créatrice.

Kirkland J. et Ajai-Ajabe P. (2013), *Research management in African universities: from awareness raising to developing structures*, Association of Commonwealth Universities [ACU], London: ACU.

Ce rapport détaille la mise en œuvre et les résultats d'un projet de l'ACU avec cinq universités africaines en Ouganda, en Tanzanie, au Ghana et au Nigéria, en vue de développer leurs structures organisationnelles de gestion de la recherche, notamment en aidant à la création d'une entité centrale qui supervise la gestion de la recherche, et élabore ou révisé les politiques et stratégies de recherche institutionnelle. www.acu.ac.uk/publications

A.Lee, S. Danby, Eds (2011), *Reshaping doctoral education: international approaches and pedagogies* Routledge, 978-0-415-61813-7

Dans le cadre du nombre croissant de doctorants dans le monde, ce livre examine le nouvel environnement de la formation doctorale et les défis rencontrés. En s'appuyant sur des travaux de recherche internationaux, les auteurs apportent leurs contributions sur un thème auparavant sous-représenté, à savoir la théorisation des pratiques émergentes de la formation doctorale et la forme du changement dans ce domaine. Les aspects clés sont discutés par des auteurs du RU, des Etats-Unis, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Chine, d'Afrique du Sud, de Suède et du Danemark. Ces aspects comprennent: le changement de nature de la formation doctorale; le besoin de rapports systématiques basés sur des principes en matière de formation doctorale; l'importance de la spécificité disciplinaire; la relation entre pédagogie et création de savoir; et les questions liées à la transdisciplinarité.

Articles de revues

Mohamedbhai G. (2012), *Are national goals for doctoral education realistic?*, University World News, n°212, 11 mars 2012, www.universityworldnews.com/article.php?story=20120306150045171

EXTRAITE DE HEDBIB (voir <http://hedbib.iau-aiu.net/>)

Devos A., Manathunga C. Eds. (2012) *Contemporary issues in doctoral education*, Australian Universities Review, v. 54, n°1, pp. 1 – 112, 2012, ISSN 0818-8068

Formation doctorale : comment encadrer un doctorat?, 1985-2011 (Raewyn Connell); Répondre au problème du curriculum dans la formation doctorale (Bill Green); Coup de projecteur sur la recherche en matière de formation doctorale: Conception et action dans deux programmes de doctorat (Susan Danby & Alison Lee); Les directeurs de recherche surveillent les directeurs de recherche (Catherine Manathunga); Identité-trajectoires (Lynn McAlpine); Que constitue un savoir doctoral? (Anita Devos & Margaret Somerville); Internationalisation de la formation doctorale (Janette Ryan); Sur la bonne voie? La formation doctorale en Chine (Rui Yang); Evaluer la formation (post) universitaire internationale: Un programme de recherche (Tami Blumenfeld & Maresi Nerad); Une nouvelle ère pour la formation doctorale en Australie? (Helene Marsh, Bradley Smith, Max King & Terry Evans); Le doctorat en Australie, depuis son origine (Ian R Dobson).

Govender K.K. (2011), *Exploring the postgraduate research climate and the postgraduate research experience: A conceptual model*, South African Journal of Higher Education, v. 25, no. 7, pp. 1344-1358, ISSN 1011-3487

Cet article vise à améliorer l'expérience des étudiants postuniversitaires à travers une meilleure compréhension du rôle du directeur de recherche postuniversitaire tel qu'il est influencé par l'environnement (organisationnel) de la recherche postuniversitaire et le processus de socialisation organisationnelle. Si le modèle conceptuel est validé à travers des études empiriques, les établissements d'enseignement supérieur pourraient l'utiliser pour améliorer l'expérience des étudiants postuniversitaires en matière de recherche et accroître le nombre d'étudiants postuniversitaires et le flux de production (éditeur).

Hayward F.M. (2012), *Graduate education in Sub-Saharan Africa: prospects and challenges*, International Higher Education, n° 66, pp. 21-22, Winter 2012, ISSN 1084-0613

Cet article examine l'évolution de la formation postuniversitaire en Afrique subsaharienne, décrivant la situation actuelle et incluant les aspects liés au financement, à la qualité et à la politique, ainsi que l'accès des étudiantes postuniversitaires.

https://htmlprod.bc.edu/pls/htmlprod/f?p=2290:4:0::NO:RP,4:PO_CONTENT_ID:116566

Herman C., *The purpose of the Ph.D: A South African perspective*, Association Internationale des Universités [AIU], Higher Education Policy, v. 25, n°1-18, pp. 1-, mars 2012, ISSN 0952-8733

L'article examine comment les directeurs des programmes de doctorat en Afrique du Sud perçoivent l'objectif du doctorat et comment leurs points de vue influencent leurs réponses face aux politiques récentes en matière de doctorat. Il se réfère en particulier à la vision du Département de science et de technologie qui souhaite que le nombre de titulaires de doctorat soit multiplié par cinq d'ici 2018, et à l'objectif visant à atteindre l'égalité raciale et la parité hommes/femmes dans le cadre de la transition vers la démocratie. L'article repose sur des entretiens avec les directeurs de 16 programmes de doctorat dans neuf universités sud-africaines renommées délivrant un diplôme de doctorat et représentant un large éventail de disciplines. Les données indiquent que les directeurs de programmes de doctorat sont fortement prédisposés à considérer le doctorat comme une recherche académique. En parallèle, certains changements expérimentaux sont appliqués 'sur le terrain' en réponse aux besoins de l'industrie et des entreprises, aux différentes politiques et à un effectif étudiant diversifié. Le doctorat tente de remplir plusieurs objectifs au sein d'une structure unique offerte par le Higher Education Qualification Framework, parfois dans le cadre d'associations tendues. L'article aborde ensuite deux options politiques en vigueur en Afrique du Sud.

Spittle G. Ed. (2012), *Postgraduate education: an independent inquiry by the Higher Education Commission*, Higher Education Commission, London: HEC

Ce rapport analyse le paysage postuniversitaire, ses dimensions économiques et internationales, l'accès et le financement de la formation postuniversitaire, ainsi que les attentes, la qualité et la

structure liée aux diplômes de recherche. www.policyconnect.org.uk/hec/sites/pol1-006/files/he_commission_-_postgraduate_education_2012.pdf

Prof. N. V. Varghese (2013), *Governance Reforms in African Higher Education: The Missing Link*. Chronicle of African Higher Education (mars 2013). Cet article porte sur les réformes de gouvernance dans l'enseignement supérieur africain. Prof. Varghese soutient que le leadership au niveau institutionnel est remis en cause afin de trouver un équilibre approprié entre l'expansion et l'amélioration de la qualité, entre les craintes en matière d'efficacité et d'équité, entre l'importance locale, les normes et les classements internationaux, etc. De toute évidence, la qualité du leadership apparaît comme le chaînon manquant permettant d'assurer la gouvernance efficace de l'enseignement supérieur en Afrique. Cet article a été publié dans le *Chronicle of African Higher Education*, édité par Damtef Teferra, est une initiative de l'International Network for Higher Education in Africa, accueillie au sein du Higher Education Training and Development de l'Université de Kwazulu-Natal, Afrique du Sud. L'AIU est heureuse d'annoncer que Eva Egron- Polak, Secrétaire générale de l'AIU siège sur le Comité éditorial de la revue. Pour plus d'information : teferra@ukzn.ac.za et www.bc.edu/inhea.

National Commission for Academic Accreditation and Assessment (2012), *Standards for quality assurance and accreditation of postgraduate programs*, Riyadh: NCAAA

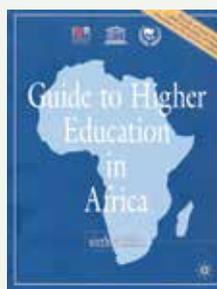
Ce rapport présente les normes basées sur les bonnes pratiques pour l'accréditation des programmes proposés par tous les établissements d'enseignement supérieur publics et privés. Il examine les objectifs; la gestion des programmes; l'apprentissage et l'enseignement; les services de gestion et d'aide aux étudiants; les ressources d'apprentissage; les installations et les équipements; la planification et la gestion financière; les processus d'emploi; les relations avec la communauté. www.ncaaa.org.sa/siteimages/ProductFiles/41_Product.pdf



NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU

GUIDE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE (GHEA): LA 6^{ÈME} ÉDITION VIENT DE PARAÎTRE!

La 6^{ème} édition du Guide contient des informations sur 52 systèmes éducatifs et 1 200 établissements d'enseignement supérieur en Afrique. Cette publication est le résultat d'un partenariat entre l'Association Internationale des Universités (AIU) et l'Association des Universités Africaines (AUA) visant à collecter et diffuser des informations sur l'enseignement supérieur sur le continent africain. **Un exemplaire du Guide est envoyé gratuitement à tous les Membres de l'AIU en Afrique.**



HIGHER EDUCATION POLICY (HEP) – 26/1 MARS 2013

Ce numéro marque le début du 25^{ème} anniversaire de la revue et aborde des thèmes variés. Alberto Amaral et al. analysent le nouveau cadre juridique de l'enseignement supérieur portugais et examinent comment ceci pourrait être perçu comme une application de la nouvelle gestion publique; Daniel Levy analyse le déclin des établissements d'enseignement supérieur privés; Ishmael Munene traite du développement de l'enseignement supérieur au Kenya en prenant en compte les critères ethniques; Jan Currie et Beverley Hill analysent les politiques en faveur de l'égalité salariale à l'University of Western Australia; Milton Obamba étudie la politique de la Banque mondiale en Afrique; Sewale Abate Ayalew*, aborde la question de la ré-

* Veuillez noter que le rédacteur en chef et l'éditeur de la revue Higher Education Policy ont depuis retiré l'article intitulé 'Financing Higher Education in Ethiopia: Analysis of Cost-Sharing Policy and its Implementation' par Sewale Abate Ayalew (2012) www.palgrave-journals.com/hep/journal/v26/n1/full/hep201221a.html, publié dans le Volume 26 numéro 4 de la revue, à la suite d'une enquête sur une possible faute déontologique. Il a été conclu que certains passages de l'article sont non originaux ou cités de manière inexacte, et la décision a donc été prise de retirer cet article de la sphère universitaire. L'article n'apparaîtra plus dans la version papier ou en ligne de Higher Education Policy.

partition des coûts en Ethiopie; et Ossi Piironen examine la nouvelle Loi 2009 sur les universités finlandaises dont le but est de renforcer l'autonomie institutionnelle des universités du pays. www.palgrave-journals.com/hep/journal/v26/n1/index.html



HIGHER EDUCATION POLICY (HEP) – 26/2 JUIN 2013

Le numéro de juin de HEP présente également une série d'articles sur différents thèmes: Jason Lane et al. présentent une étude de cas expliquant comment l'enseignement supérieur transfrontalier est réglementé aux Etats-Unis; Didi Griffioen et Uulke de Jong examinent la dérive académique des établissements non universitaires aux Pays-Bas; Tebeje Molla étudie les inégalités hommes-femmes et la réforme politique en Ethiopie; Sebastian Pfothenauer *et al.* abordent les partenariats universitaires internationaux; António Magalhães et al. analysent la gouvernance et l'autonomie au Portugal; et Henning Kroll *et al.* examinent le 'troisième rôle' des établissements d'enseignement supérieur en Allemagne. Ce numéro présente également deux critiques de livres: *Student Mobilities, Migration and the Internationalization of Higher Education*, par Rachel Brooks et Johanna Waters; et *The Evaluative State, Institutional Autonomy and Re-engineering Higher Education in Western Europe: The Prince and His Pleasure*, par Guy Neave. Pour plus d'informations, veuillez consulter: www.palgrave-journals.com/hep/journal/v26/n2/index.html

RAPPORT ANNUEL 2012 DE L'AIU – disponible en ligne (www.iau-aiu.net)

Le Rapport décrit les travaux et les ré-



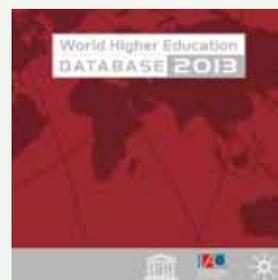
alisations de l'AIU en 2012, menés dans le cadre de chaque thème prioritaire, et les projets spécifiques. Il comprend des détails concernant le nouveau Conseil d'Administration de l'AIU (2012-2016) ainsi que des détails sur les Membres et les finances de l'Association.

AIU HORIZONS

Les anciens numéros de AIU Horizons sont tous disponibles en ligne à www.iau-aiu.net/content/iau-horizons

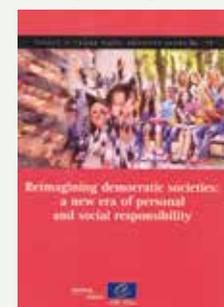


BASE DE DONNÉES MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (WHED) 2013 – www.iau-aiu.net/content/reference-publications.



REIMAGINING DEMOCRATIC SOCIETIES: A NEW ERA OF PERSONAL AND SOCIAL RESPONSIBILITY

par Sjur Bergan, Ira Harkavy et Hilligje



van't Land (eds) – Council of Europe higher education series No. 18, 2013.

Les Membres peuvent bénéficier d'une copie à titre gracieux. Pour en obtenir une, merci

de contacter le Dr van't Land à h.vantland@iau-aiu.net. Pour plus d'informations sur le livre: http://book.coe.int/EN/ficheouvrage.php?PAGEID=36&lang=EN&produit_aliasid=2753

LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS REÇUES PAR L'AIU



L'université de marché ?

par **Gilles Breton**, École supérieure d'affaires internationales et publiques, Université d'Ottawa, Canada
(Gilles.Breton@uottawa.ca)



Dans quelles conditions les universités de marché ont-elles été créées? Comment expliquer que même dans le monde universitaire la logique du marché ait réussi à s'imposer malgré la présence d'une logique institutionnelle forte, celle de la science? Il y a deux grands types de réponses à ces questions. Le premier propose des réponses générales qui

tiennent soit dans la mondialisation ou encore dans la montée du néo-libéralisme. L'autre type de réponse, de nature plus empirique, fait de la recherche de revenus supplémentaires par les institutions universitaires et de la demande de l'industrie pour une recherche universitaire répondant plus à ses besoins les deux grands facteurs qui ont amené les universités à intégrer de plus en plus la logique du marché.

La grande contribution de l'ouvrage de EPB est de nous proposer, à partir du cas étatsunien, une réponse originale et de nature plus politique et institutionnelle à cette implication des universités dans l'activité économique par la logique du marché. La thèse défendue dans cet ouvrage repose sur les arguments principaux suivants : c'est le gouvernement américain qui, au milieu des années 70 encourage les universités à comprendre la recherche scientifique comme un produit qui peut se révéler économiquement rentable alors qu'au même moment l'idée de faire de l'innovation scientifique et technologique le vecteur de l'activité économique devient le nouveau projet des décideurs politiques, économiques et universitaires, amenant ainsi les universités à redéfinir leur mission et surtout leur implication dans l'économie.

Ce qui se traduit, au sein même de l'institution universitaire, par le passage de la science comme ressource à la science comme moteur de l'activité économique. C'est-à-dire qu'on sort du modèle dominant jusqu'aux années 70 où l'implication de l'université dans l'activité économique se limitait à fournir la recherche fondamentale à partir de laquelle les industriels solutionnaient leurs problèmes et avançaient technologiquement pour entrer dans un tout nouveau modèle où la science et la recherche peuvent désormais servir de moteur de l'économie par une production scientifique qui tire l'innovation à partir de laquelle de nouveaux secteurs d'activités économiques peuvent être créés ou encore des secteurs existants transformés.

C'est en s'appuyant sur une solide recherche empirique que l'auteure en arrive à mettre au jour la création de

l'université de marché. Plus précisément, 3 études de cas sont menées qui portent sur le développement de l'entrepreneuriat par les professeurs en biosciences, la nouvelle gestion des brevets par les universités et enfin, l'étude de la création des centres de recherche industrie-université. Ces trois études de cas sont menées sous l'éclairage du concept de logique institutionnelle. Dans le cas qui nous préoccupe ici l'auteur montre l'évolution des tensions au sein de l'université entre la logique institutionnelle du marché (ou du capitalisme) qui évalue la pertinence de la science par la valeur de sa production sur le marché d'une part, et la logique institutionnelle de la science pour laquelle c'est la dans la recherche de la vérité et la production de nouveaux savoirs que se trouve sa valeur intrinsèque, d'autre part.

De ses analyses, il ressort que ce sont bien des décisions politiques, spécifiques à chacun des 3 cas étudiés, qui ont été le principal facteur du passage à l'université de marché; que ces décisions politiques ont été prises dans un laps de temps assez court, fin des années 70 et début des années 80; que ce sont surtout les professeurs et les cadres moyens et non la haute direction des universités qui ont été au départ les principaux agents de cette mutation de l'université et qu'enfin, l'université de marché, si elle peut relever du projet néo-libéral au sens où toute activité humaine est réduite à la création de valeur économique, s'inscrit aussi dans un projet de rationalisation économique (au sens wébérien du terme) qui vise à inscrire l'université dans la rationalité économique dominante du moment, celle de la croissance par l'innovation, dont les universités deviennent un des moteurs.

Creating the Market University est un ouvrage important qui nous permet de comprendre comment s'est mise en place la tension qui est au cœur du monde universitaire présentement, et qui oppose deux projets d'université : celui qui repose sur l'articulation université-science et bien public versus celui qui s'appuie sur l'articulation université-science et marché. De plus, l'analyse qui nous est proposée de cette mutation vers l'université de marché, si elle ouvre des perspectives de recherche et comparatives extrêmement stimulantes, confirme à sa façon qu'il ne suffit pas de faire du marché un projet politico-idéologique néo-libéral pour comprendre comment il s'implante dans nos institutions. Sortir de l'université de marché ou encore dépasser la tension science-marché nécessite une compréhension fine de la situation actuelle si l'on veut construire du nouveau dans le monde universitaire sur des bases solides. L'ouvrage de Elizabeth Popp Berman peut sûrement y contribuer.

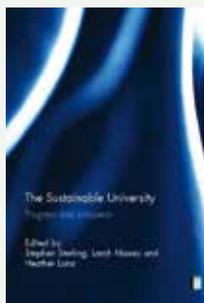
* Elizabeth Popp Berman, *Creating the Market University: How Academic Science Became an Economic Engine*, Princeton University Press, 2012, Princeton, 265p



LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE

Towards the sustainable university,

Sterling, S, Maxey, L and Luna, H (2013) **The Sustainable University – progress and prospects**, Abingdon: Routledge. www.routledge.com/books/details/9780415627740/#description



« Les universités offriront-elles le leadership international nécessaire pour que notre civilisation quitte son chemin autodestructeur et reprenne la voie d'un avenir durable? Evidemment, elles en sont capables, si elles choisissent de le faire. » Tels sont les mots de Sara Parkin, la fondatrice et directrice de l'ONG 'Forum for the Future', basée au Royaume-Uni et leader dans son domaine, dans sa préface du nouveau livre intitulé *The Sustainable University – progress and prospects*. Cet ouvrage souligne que le monde dans lequel entrent les diplômés d'aujourd'hui est très différent de celui hérité par les générations précédentes. L'argument est qu'il y a un décalage important entre les normes déterminées et opérationnelles de l'enseignement supérieur telles qu'elles sont reflétées et appliqués

par la plupart des établissements d'enseignement supérieur dans le monde, et les conditions de complexité, d'incertitude et de non-durabilité auxquelles nous faisons face en tant que société globale et que nos diplômés rencontreront certainement.

L'enseignement supérieur répond de plus en plus à l'agenda 'développement durable', en particulier en instaurant de meilleures normes environnementales dans la gestion des campus et en mettant en place certains nouveaux programmes et curricula. Ceci est certes important mais reste une réponse insuffisante par rapport aux problématiques liées à la durabilité, dénoncés dans les rapports internationaux de haut niveau qui ont coïncidé avec le Sommet de Rio+20 l'an dernier. Une réponse institutionnelle intégrée est plutôt recherchée, proposant un renouvellement et une orientation des politiques et des pratiques dans les universités – englobant tous les domaines y compris la gouvernance et le leadership, la recherche, l'apprentissage et l'enseignement, le fonctionnement des campus, les relations communautaires, le bien-être, l'expérience des étudiants, l'apprentissage et le changement organisationnel. Ce livre cherche à la fois à remettre en question l'enseignement supérieur et inspirer un changement positif à travers l'analyse de la notion d'*université durable*, et à présenter des voies grâce auxquelles son potentiel peut être concrétisé, en se basant sur l'expérience et les parcours de dix établissements d'enseignement supérieur majeurs du Royaume-Uni.

Le livre présente les convictions suivantes :

- l'agenda de la durabilité est extrêmement important eu égard aux objectifs, au rôle et au fonctionnement des universités dans le contexte socio-économique et écologique actuel;
- l'attention portée à la durabilité pourrait diminuer car le secteur subit diverses pressions et changements liés à la « marchandisation »;
- Le Royaume-Uni a acquis une grande expertise et a tiré des enseignements, et tout ceci devrait être documenté;
- le livre devrait avoir une valeur stratégique, académique, pratique et pourrait être une source d'inspiration.

Rédigé par les principaux défenseurs de la durabilité et de l'éducation à la durabilité, cet ouvrage regroupe des exemples, des éclairages, des réflexions et des stratégies des universités participantes, en s'appuyant sur une riche expérience, et propose une analyse critique réfléchie des obstacles, des réalisations, des stratégies et du potentiel. Même s'il est basé sur l'expérience du Royaume-Uni, cet ouvrage sera pertinent pour toutes les universités à travers le monde cherchant à répondre à l'agenda de la durabilité, étant donné que les systèmes d'enseignement supérieur partagent de nombreuses problématiques, obstacles, opportunités et possibilités.

RAPPORT DE FAISABILITÉ SUR L'ÉVALUATION INTERNATIONALE DES PERFORMANCES DES ÉTUDIANTS ET DES UNIVERSITÉS (AHELO): VOLUME 2 ANALYSES DE DONNÉES ET EXPÉRIENCES NATIONALES – Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] – Paris: OECD Publishing, 2013.



En 2008, l'OCDE a lancé l'étude de faisabilité AHELO, une initiative dont l'objectif est d'évaluer s'il est possible

de développer des mesures internationales sur les résultats d'apprentissages dans l'enseignement supérieur. Ce second rapport détaille les analyses de données et les expériences nationales de l'étude de faisabilité AHELO dans les 17 pays participants; dans la plupart des cas, ceci a été effectué au niveau national www.oecd.org

CHANGING THE CONVERSATION ABOUT HIGHER EDUCATION

– Robert J. Jr. Thompson – Lanham, Maryland, Plymouth, RU: Rowman & Littlefield Education, 2013, ISBN 978-1-4758-0185-9



Ce livre est basé sur un projet de recherche universitaire collaborative entrepris dans 13 universités aux Etats-Unis spé-

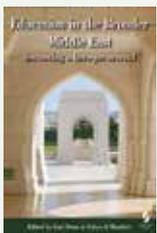
cialisées dans la recherche. Les résultats des 13 projets sont divisés en quatre thèmes qui composent les principales sections du livre: Avancées dans la compréhension du développement et

PUBLICATIONS REÇUES PAR L'AIU

de l'apprentissage cognitif; pratiques d'enseignement et apprentissage efficaces; les approches en matière d'évaluation; et le rôle des centres universitaires pour encourager les communautés d'apprentissage professionnel.

EDUCATION IN THE BROADER MIDDLE EAST: BORROWING A BAROQUE ARSENAL

– Gari Donn, Yahya Al Manthri – Oxford: Symposium Books, 2013, ISBN 978-1-873927-86-15

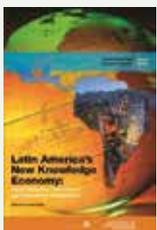


Ce livre contient des contributions d'universitaires, de professionnels et de représentants ministériels

qui visent à développer une compréhension de ce qui se passe dans le domaine de l'éducation dans un certain nombre de pays du Moyen-Orient au sens large. Le livre couvre tous les niveaux d'éducation. Le large éventail de «transposition de politiques éducatives» et surtout les effets de cet échange sont présentés.

LATIN AMERICA'S NEW KNOWLEDGE ECONOMY: HIGHER EDUCATION, GOVERNMENT, AND INTERNATIONAL COLLABORATION

– Jorge Balán, Ed. – New York: IIE, 2013, (Global Education Research Reports, 7), ISBN 978-0-87206-358-7



Ce livre présente un rapport détaillé de la croissance économique rapide et des changements

sociaux qui ont eu lieu en Amérique latine ces dernières années et examine ces développements sous l'angle de l'enseignement supérieur. Ce livre explore les facteurs qui ont servi de catalyseur pour les réformes de l'enseignement supérieur dans la région tels que l'amélioration de l'accès et de l'équité, l'accent mis sur les études internationales, et l'investissement par les universités et les sociétés étrangères. Les analyses montrent dans quelle mesure l'apprentissage, la recherche, le renforcement institutionnel et l'engagement communautaire sont devenus des priorités pour de nombreux gouvernements en Amérique latine au cours de la dernière décennie.

ON THE PATHWAY TO THE PRESIDENCY: CHARACTERISTICS OF HIGHER EDUCATION'S SENIOR LEADERSHIP

– American Council of Education [ACE] – Washington, DC: ACE, 2013.



Ce rapport examine les profils démographiques et professionnels des cadres supérieurs des établissements

d'enseignement supérieur aux Etats-Unis, particulièrement ceux occupant un poste pouvant évoluer vers la présidence d'un collège ou d'une université. L'une des préoccupations que fait ressortir l'enquête est l'existence ou non d'un groupe diversifié et talentueux d'administrateurs confirmés pour occuper les postes vacants de directeurs d'établissements. La recherche comprend des

tendances liées aux caractéristiques des cadres supérieurs dans les établissements proposant des diplômes en 4 ans ainsi que des recommandations.

STUDENT MOBILITIES, MIGRATION AND THE INTERNATIONALIZATION OF HIGHER EDUCATION

– Rachel Brooks, Joanna Waters – Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011. ISBN 978-0-230-57844-9



Ces dix dernières années, le processus d'internationalisation s'est approfondi et élargi à l'enseignement

supérieur. Ce livre vise à aborder les points de vue des étudiants sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Il s'appuie sur une étude de cas d'étudiants mobiles d'Asie orientale, d'Europe continentale et du Royaume-Uni et étudie les facteurs communs et les différences dans les expériences des étudiants de diverses parties du monde qui choisissent de s'installer à l'étranger pour suivre leurs études supérieures.

STERLING, S (2012) LE CADRE DE DEMAIN – UN GUIDE D'INTRODUCTION SUR L'ENSEIGNEMENT ET L'APPRENTISSAGE AU SERVICE DE LA DURABILITÉ DANS L'ES, THE HIGHER EDUCATION ACADEMY, YORK, ROYAUME-UNI

Ressources en libre accès présentées par la Higher Education Academy, York, Royaume-Uni – www.heacademy.ac.uk/assets/documents/esd/The_Future_Fit_Framework.pdf Ce cadre global «quoi, pourquoi, comment» a été com-

mandé et publié par la Higher Education Academy (HEA), Royaume-Uni. Ecrit et compilé par Professeur Stephen Sterling, Centre for Sustainable Futures, Plymouth University, le Cadre est basé sur l'expérience du Projet de la HEA sur l'éducation au service du développement durable dont l'objectif est de soutenir l'intégration de la durabilité dans les programmes d'enseignement supérieur.

Le Cadre est conçu pour aider les nouveaux acteurs universitaires intéressés à mieux comprendre et à s'engager dans l'éducation au service de la durabilité, et à encourager des collègues plus expérimentés à approfondir ce travail. Articulé autour de 14 chapitres accompagnés d'annexes, le guide est conçu pour permettre aux utilisateurs de trouver facilement les informations et les idées qui leur sont le plus utiles sans avoir à lire l'intégralité du document. Les concepts, les idées et les modèles présentés se veulent indicatifs et en aucun cas normatifs ou restrictifs. *Ce guide comprend les sections suivantes:* 1. Introduction; 2. À quoi bon?; 3. Des diplômés préparés pour l'avenir?; 4. Par où commencer?; 5. Obstacles et voies offertes; 6. Objections – et réponses; 7. Concepts et valeurs clés; 8. Pédagogies de l'EDD; 9. L'EDD dans les disciplines; 10. Outils de transformation simples; 11. Enseignement/ Développement professionnel continu; 12. Recherche et EDD; 13. Ressources; Références; Annexes. Bien que l'étude soit ciblée sur le Royaume-Uni, beaucoup d'idées s'appliquent partout ailleurs et des commentaires très positifs ont été adressés par un certain nombre de pays.



Septembre 2013

09-11 *Université de Lausanne, Suisse*
26th CHER Annual Conference – *The Roles of Higher Education and Research in the Fabrics of Society*
www3.unil.ch/wpmu/cher2013/

10-13 *Istanbul Congress Centre Haribye, Turquie*
Annual EAIE Conference – Weaving the Future of Global Partnership
L'AIU y organise les événements suivants:

- *Dialogue 01 : Internationalisation ou néo-colonialisme ?*
- *Séminaire exécutif sur les politiques et les aspects pratiques de l'internationalisation de l'enseignement supérieur comme instrument d'une diplomatie douce*
- *EDC Événement d'ouverture sur 'Recherche et innovation pour le renforcement des capacités dans les universités africaines'*

www.eaie.org/home.html

10-13 *Bahçesehir University, Turkey*
ECER 2013 – Creativity and Innovation on Educational Research
www.eera-ecer.de/ecer2013/

19-20 *Conférence annuelle de l'Observatory Magna Charta*
Les universités, les étudiants et la société – Connecter les libertés académiques et les villes créatives
www.magna-charta.org

23-25 *University of Albany (SUNY) New York, États-Unis*
OBHE 2013 Global Forum – The utility of Global Consortia and Networks of Universities
www.obhe.ac.uk/

Octobre 2013

02-04 *Addis Ababa, Ethiopie*
5th ANIE Conference – *Intra-regional education cooperation: Making internationalization and regionalization work for Africa.*
www.anienetwork.org/

07-10 *Montréal, Canada*
First World Congress on Access to Post-Secondary Education – *Connecting the Unconnected*
L'AIU y organise l'une des sessions clés sur l'Accès et le succès (voir page 10 de ce numéro)
www.eanworldcongress.org/

08-11 *National Convention Centre Canberra, Australie*
AIEC 2013 – Global Imperative, Local Realities
www.aiec.idp.com/aiec_2013_information.aspx

15 *Charles Darwin House, London*
Conférence ACU: Publishers for Development 2013 Conference sur Forward Thinking: developing a global research cycle which fully engages North and South
www.pubs-for-dev.info/2013/01/publishers-for-development

16-18 *Senate House, Université de Londres, Royaume Uni*
ACU Centenary Future forward: taking charge of change
www.acu.ac.uk

16-18 *Monterrey, Mexique*
Congrès des Amériques sur l'éducation Internationale 2013 – Knowledge mobility: Responsibility and Resources
www.caie-caei.org

24-25 *Paris, France*
EADTU Annual Conference 2013 – Transition to open and on-line education in European Universities
<http://conference.eadtu.eu/>



Universidad Científica del Perú

Conciliar la enseñanza superior y los saberes tradicionales para el desarrollo duradero
Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable

Conferencia internacional 2014 de la AIU
Conférence internationale 2014 de l'AIU

19-21 marzo/mars 2014

Universidad Científica del Perú (UCP)

Iquitos, Perú/Pérou

Más información/Plus d'information: www.iau-aiu.net